

Rapport financier annuel 2019

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- Le rapport de gestion
- Le rapport de la direction
- Les états financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- Le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- Le relevé des autres investissements
- Le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Table des matières

Rapport de gestion	3
1.0 Faits saillants	4
2.0 Faits saillants financiers CRCO	6
3.0 Aperçu	7
4.0 Analyse de la performance par la direction.....	10
5.0 Rendement passé.....	27
6.0 Aperçu du portefeuille	28
7.0 Rapport de la direction	30
 États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	 31
 Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois	 68
 Relevé des autres investissements	 76
 Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires	 81



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

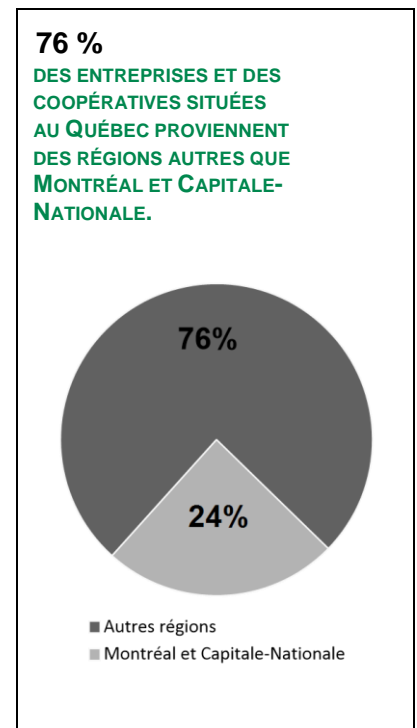
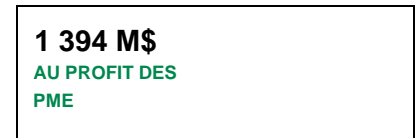
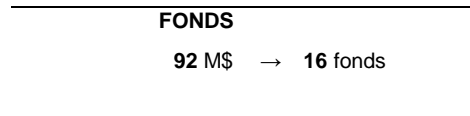
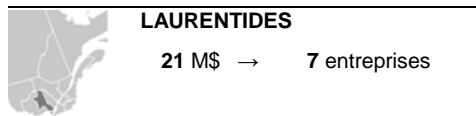
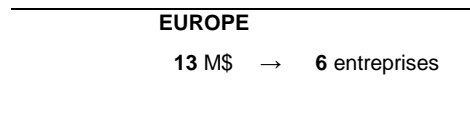
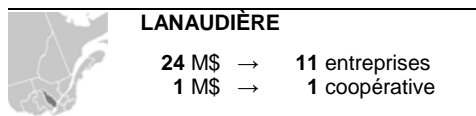
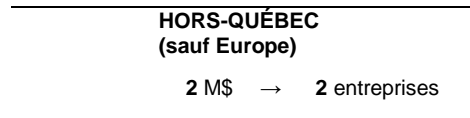
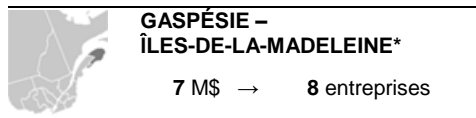
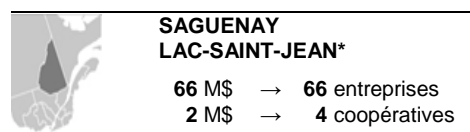
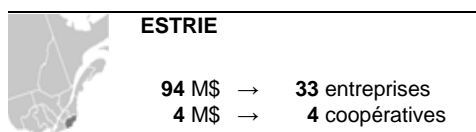
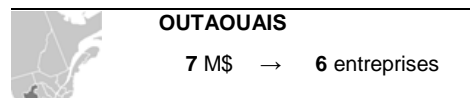
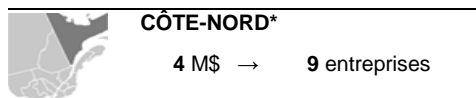
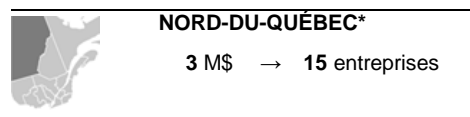
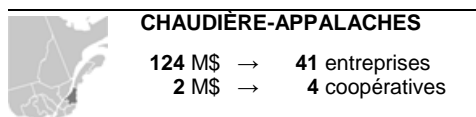
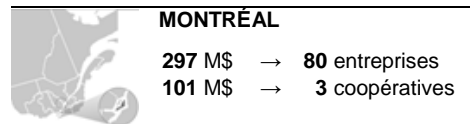
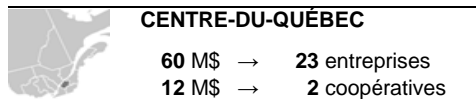
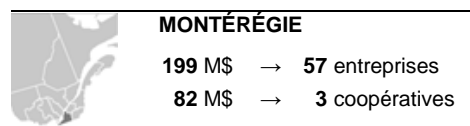
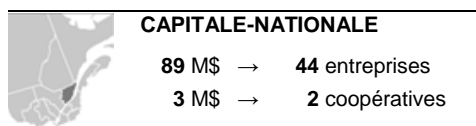
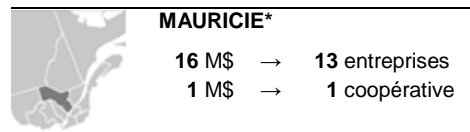
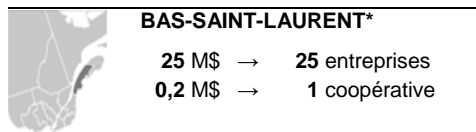
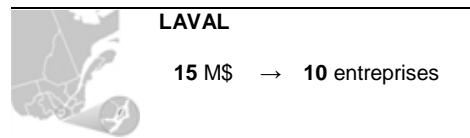
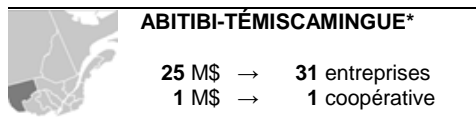
Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

1.0 Faits saillants

1.1 Des engagements partout au Québec

CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 31 décembre 2019, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :

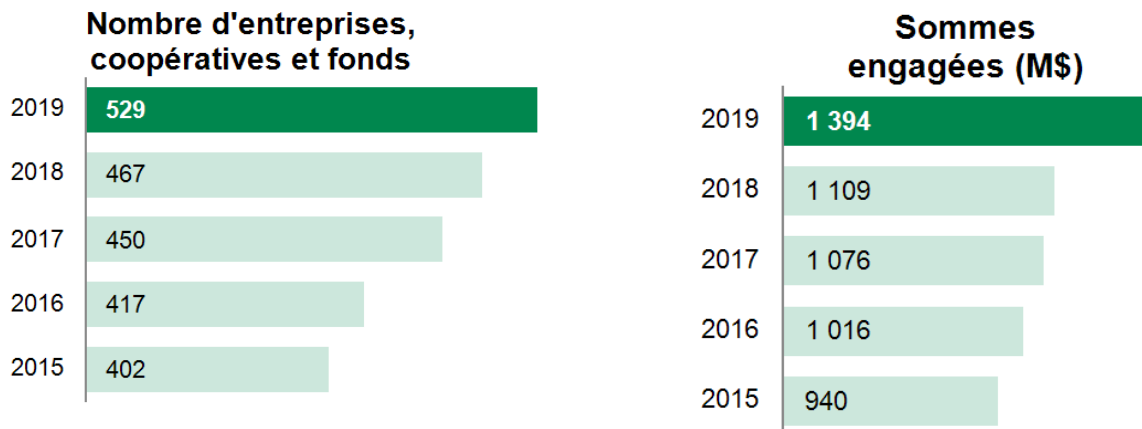


* Région ressource

⁽¹⁾ Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

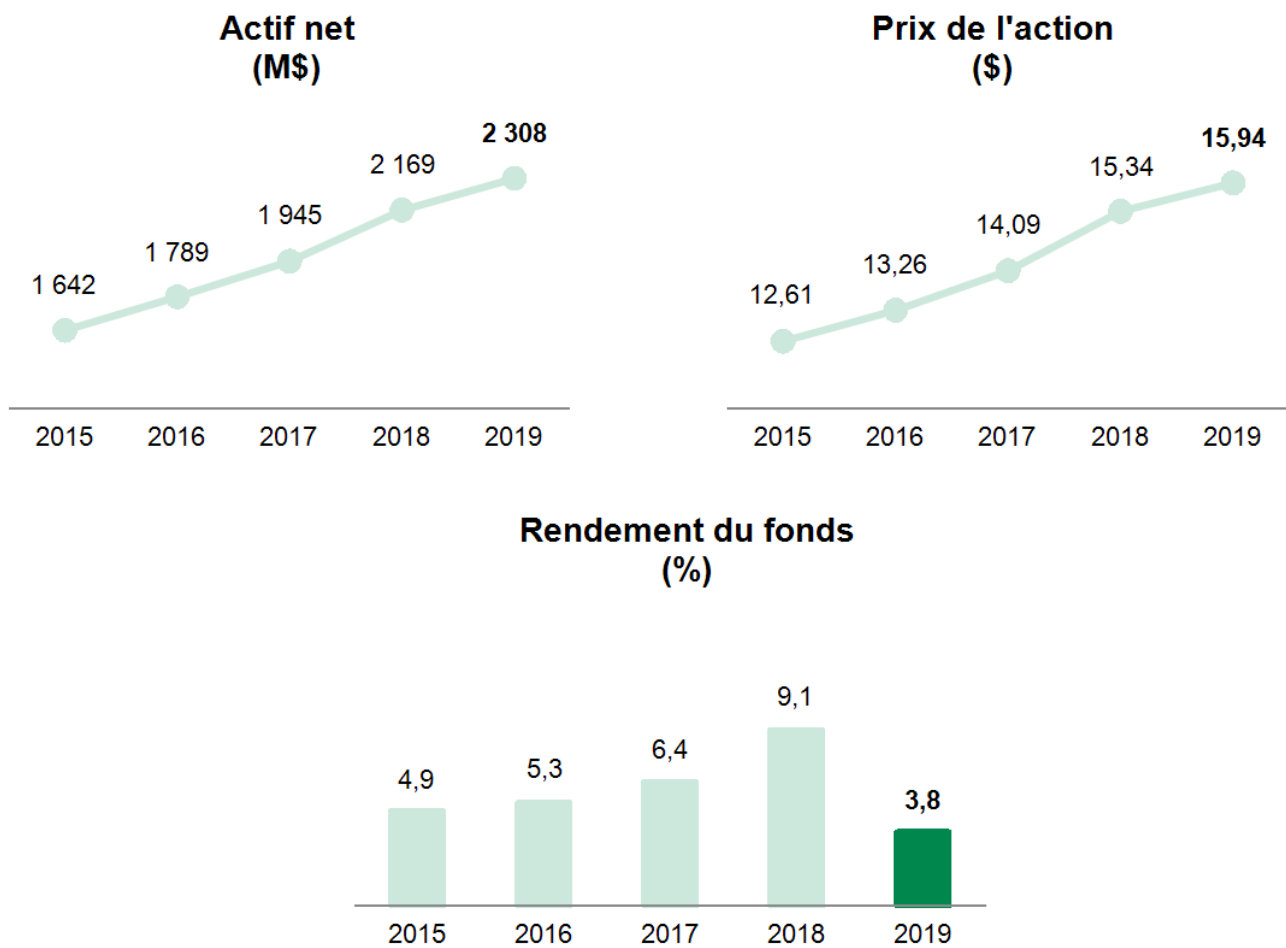
1.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AUX 31 DÉCEMBRE



1.3 Données financières CRCD

AUX 31 DÉCEMBRE



2.0 Faits saillants financiers CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

2.1 Ratios et données supplémentaires

<i>(en milliers de \$, sauf indication contraire)</i>	31 déc. 2019	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Produits	55 210	70 285	51 392	44 449	45 269
Gains sur investissements	63 703	138 632	96 541	78 869	64 035
Bénéfice net	81 302	174 894	112 757	85 957	74 806
Actif net	2 308 466	2 168 804	1 945 342	1 789 417	1 642 076
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	144 849	141 391	138 080	134 944	130 183
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	1,6	1,6	1,9	2,2	2,0
Taux de rotation du portefeuille :					
- Investissements à impact économique québécois (%)	10	17	16	11	19
- Autres investissements (%)	101	163	87	126	131
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	-	-	-	-	-
Nombre d'actionnaires (nombre)	109 364	107 862	105 614	104 317	102 222
Émission d'actions ordinaires - catégorie A «Émission»	140 017	141 179	134 850	133 401	149 882
Échange d'actions ordinaires - catégorie B «Échange»	199 445	-	-	-	-
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	-	2 523	2 396	1 579	1 750
Rachat d'actions ordinaires	81 657	90 088	89 285	70 438	83 324
Investissements à impact économique québécois au coût	1 014 864	838 258	828 255	787 142	738 596
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 249 967	1 080 069	1 033 951	921 518	817 199
Fonds engagés mais non déboursés	237 009	192 169	183 606	189 121	171 082

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global et des frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

2.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	31 déc. 2019	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	15,34	14,09	13,26	12,61	12,05
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,58	1,28	0,84	0,66	0,59
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,39	0,51	0,38	0,34	0,35
Charges d'exploitation	(0,25)	(0,21)	(0,24)	(0,26)	(0,23)
Impôts sur les bénéfices	(0,01)	(0,03)	(0,02)	(0,03)	(0,03)
Gains (pertes) réalisés	0,25	0,79	0,06	0,18	0,29
Gains (pertes) non réalisés	0,20	0,22	0,66	0,43	0,21
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	0,02	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,03)
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	15,94	15,34	14,09	13,26	12,61

3.0 Aperçu

CRCD a clôturé son exercice 2019 avec un bénéfice net de 81,3 M\$ (174,9 M\$ en 2018), soit un rendement de 3,8 % (9,1 % en 2018), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 15,94 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 15,34 \$ à la fin de l'exercice 2018. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements. CRCD connaît d'ailleurs un rendement annuel positif depuis plus de dix ans.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement de 3,2 % en 2019, comparativement à un rendement de 19,7 % pour 2018. Pour l'exercice 2019, la majorité des entreprises partenaires ont bien performé. Cependant, les difficultés ponctuelles qu'ont connues quelques entreprises importantes du portefeuille, particulièrement au second semestre, ont atténué le rendement relié au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Rappelons qu'en 2018 CRCD a bénéficié de désinvestissements d'envergures qui ont eu un impact positif sur le rendement. Au 31 décembre 2019, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 1 014,9 M\$ dont 263,8 M\$ ont été déboursés durant l'exercice 2019. Au 31 décembre 2019, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 237,0 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 308,7 M\$. De plus, grâce au revirement favorable des marchés boursiers et obligataires, le portefeuille des autres investissements de CRCD affiche un rendement de 8,4 % pour l'exercice 2019, comparativement à un rendement de 1,3 % pour l'exercice 2018.

Au cours de l'exercice, les émissions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » se sont élevées à 140,0 M\$, incluant le solde de l'émission 2018 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2019. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 81,7 M\$. CRCD a également procédé à l'échange d'actions de catégorie A « Émission » en actions de catégorie B « Échange » pour un montant total de 199,4 M\$. Au 31 décembre 2019, l'actif net a ainsi atteint 2 308,5 M\$ et le nombre d'actionnaires était de 109 364. De plus, au 31 décembre 2019, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 999,7 M\$.

3.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

De concert avec son gestionnaire Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC), CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

3.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD, par le biais de son gestionnaire, DC, agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

Joueur de premier plan sur l'échiquier du capital de développement au Québec, nous contribuons à la vitalité de l'économie québécoise en finançant nos entreprises dans leur croissance, en dynamisant nos régions, en soutenant la relève et les emplois pour bâtir un Québec solide maintenant et pour les générations futures. Leader québécois en transfert d'entreprises, nous avons déjà réalisé quelques centaines de transactions contribuant ainsi à la continuité et à la pérennité de nos fleurons. De plus, nous appuyons les entreprises en démarrage ou au premier stade de leur développement qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles et qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Nous venons également soutenir les PME québécoises dans leur expansion en Europe avec le fonds Desjardins Capital Transatlantique s.e.c qui a débuté ses opérations au cours de l'exercice 2018. Avec ce fonds, une nouvelle expertise s'offre aux entrepreneurs québécois, bien au-delà de l'argent, par l'appui au développement international avec une équipe implantée sur le terrain. En effet, un représentant de DC est présent sur le territoire français, en collaboration avec une centaine d'employés, pour appuyer les entrepreneurs québécois qui veulent développer de nouveaux marchés en s'implantant en Europe, par l'ouverture de bureaux ou l'acquisition de concurrents.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de nos partenaires actuels et potentiels, nous assurons le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux reliés à la relève d'entreprise.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Qui plus est, nous offrons du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apportent une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actifs en la matière, nous possédons un réseau de près de 250 administrateurs d'une compétence et d'une expertise inégalées dans l'industrie. Leur rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Ils ont accès à des outils de travail et ils sont régulièrement formés et évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

3.3 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2019 ET PERSPECTIVES 2020

Économie mondiale

L'économie mondiale a nettement décéléré en 2019. Ce ralentissement provient en partie des incertitudes causées par les tensions commerciales. Ainsi, le commerce mondial a stagné ou reculé une bonne partie de l'année. La conjoncture s'est notamment détériorée en zone euro, où la principale économie, l'Allemagne, est passée près de tomber en récession. Pour 2019, la croissance du PIB réel de la zone euro est estimée à 1,2 %, après un gain de 1,9 % en 2018. En Allemagne, la progression du PIB réel est passée de 1,5 % à 0,6 %. Au Royaume-Uni, la question du Brexit a accaparé l'actualité toute l'année 2019 et l'incertitude qui y est liée a fait mal à l'économie britannique. Le PIB réel du Royaume-Uni a enregistré une croissance de 1,4 % en 2019. Du côté de la Chine, le ralentissement s'est poursuivi, l'économie étant affectée à la fois par des facteurs structurels et des problèmes conjoncturels comme les tarifs américains. La croissance du PIB réel chinois est passée de 6,7 % en 2018 à 6,1 % en 2019.

Malgré le ralentissement de l'économie mondiale et les nombreuses incertitudes, l'année 2019 a été très favorable pour les investisseurs alors que les taux obligataires ont fortement diminué et que les places boursières ont rebondi pour effacer la chute des derniers mois de 2018 et même atteindre de nouveaux sommets. Il faut dire que l'environnement économique moins favorable a amené plusieurs banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine (FED) et la Banque centrale européenne, à recommencer à assouplir leur politique monétaire. Alors que l'économie canadienne a fait preuve de résilience, profitant entre autres de la forte diminution des taux obligataires, la Banque du Canada a plutôt maintenu sa politique monétaire inchangée tout au long de 2019. Cela a favorisé une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, tout comme le regain de confiance des investisseurs à la fin de l'année.

L'économie mondiale devrait continuer à progresser plutôt lentement en 2020. On s'attend à ce que la croissance du PIB mondial passe de 3,6 % en 2018 à 2,9 % en 2019, et à nouveau à 2,9 % en 2020. Les tensions commerciales ne seront pas complètement dissipées et l'incertitude à ce sujet continuera de freiner les investissements des entreprises et de nuire au secteur manufacturier. Il y aura sans doute des effets économiques négatifs, mais probablement temporaires, liés à l'émergence du coronavirus en Chine et ailleurs. La volatilité risque ainsi de demeurer élevée sur les marchés financiers alors que la situation politique américaine risque de continuer à préoccuper les investisseurs. Les taux obligataires devraient demeurer faibles, alors que les politiques monétaires devraient être inchangées tout au long de 2020. Les mouvements du dollar canadien devraient être relativement limités.

États-Unis

La croissance économique a bien débuté l'année 2019 aux États-Unis avec un gain annualisé de 3,1 % du PIB réel. La situation s'est calmée par la suite et un ralentissement marqué a été observé du côté des exportations et des investissements des entreprises. C'est une conséquence directe de la guerre commerciale sino-américaine qui s'est envenimée pendant une bonne partie de l'année. De plus, les effets positifs des baisses d'impôt de 2018 se sont vite dissipés. La consommation a été moins touchée et, malgré certains soubresauts, la confiance des ménages est demeurée plutôt bonne, aidée par le marché du travail. Le taux de chômage américain est tombé à 3,5 %, le plus bas niveau depuis 1969. Les baisses de taux d'intérêt ont permis d'amorcer une relance du marché de l'habitation, et ce, après plusieurs trimestres de difficultés. La croissance du PIB réel a atteint 2,3 % en 2019, après un gain de 2,9 % en 2018.

La croissance de l'économie américaine devrait être plutôt lente en 2020. L'effet des tarifs mis en place en 2018 continuera de nuire à la conjoncture et ce, malgré l'entente commerciale entre la Chine et les États-Unis. Le PIB réel devrait progresser de 1,8 % en 2020. L'actualité de 2020 risque d'être très tournée vers la campagne électorale fédérale.

Canada

L'économie canadienne a connu des soubresauts importants en 2019. Après un début d'année difficile en raison de la réduction de la production de pétrole imposée par le gouvernement de l'Alberta en réaction aux contraintes de transport, le retour à la normale des activités dans le secteur de l'énergie a gonflé la croissance du PIB réel au printemps. La progression de l'économie canadienne a ensuite pris un rythme plus modéré à compter du deuxième semestre de 2019 alors que différents facteurs affectaient le PIB réel. D'une part, les dépenses de consommation et l'investissement résidentiel ont poursuivi leur ascension grâce à un marché du travail vigoureux, une confiance élevée des ménages et des taux d'intérêt bas. D'autre part, les tensions commerciales mondiales ont freiné les exportations et ébranlé la confiance des entreprises. Des faits nouveaux encourageants sont toutefois survenus à la fin de 2019 avec l'entente commerciale entre la Chine et les États-Unis et la levée des principaux obstacles à la ratification de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). L'ensemble de l'année 2019 devrait se solder par une hausse du PIB réel aux alentours de 1,7 %. Il s'agit d'un pronostic inférieur aux résultats des dernières années alors que le PIB réel a augmenté de 3,2 % en 2017 et de 2,0 % en 2018.

Pour 2020, la croissance économique devrait demeurer modérée, aux alentours de 1,6 %. Même si les tensions commerciales seront moins importantes, leurs effets néfastes continueront à se faire sentir. La tendance haussière du marché de l'habitation devrait néanmoins se poursuivre, ce qui pourrait raviver les inquiétudes associées à une surchauffe dans certaines régions. Le prolongement du statu quo au chapitre des taux d'intérêt directeurs de la Banque du Canada devrait continuer de favoriser les dépenses de consommation des ménages, d'autant plus que le taux de chômage restera vraisemblablement près de son creux historique.

Québec

Le ralentissement de l'économie mondiale et les conflits commerciaux ont affecté les exportations internationales du Québec en 2019. Les tarifs américains sur l'acier et l'aluminium canadiens imposés de mai 2018 à mai 2019 ont porté un coup dur à l'industrie. L'interdiction d'exporter de la viande du Canada en Chine de la fin de juin 2019 au début de novembre a aussi été néfaste pour les producteurs du Québec. Les embûches ont été nombreuses pour les entreprises exportatrices depuis un an. Malgré cela, la province poursuit son cycle d'expansion à vive allure. Le Québec a connu en 2019 la plus forte croissance du PIB réel des provinces canadiennes. Pour une troisième année consécutive, la cadence de l'économie s'est maintenue entre 2,5 % et 3,0 % en 2019, un rythme particulièrement soutenu dans un contexte de turbulence mondiale. Les ménages ont continué de soutenir l'économie. Ceux-ci profitent de l'amélioration du marché du travail qui se traduit par une accélération des salaires. La forte création d'emplois a permis au taux de chômage d'atteindre un creux de 5,1 % en 2019, un niveau inférieur à celui du pays et de presque toutes les provinces canadiennes. Le marché de l'habitation poursuit son essor au Québec et a été épargné par la période de correction qui a touché certains marchés au pays il y a deux ans. Les ventes de propriétés existantes ont franchi un sommet en 2019 et le prix moyen a augmenté d'environ 5 %. L'année s'est donc conclue sur une très bonne note pour le secteur résidentiel. L'économie du Québec continue ainsi d'afficher d'excellents résultats à plusieurs égards. Un rythme moins rapide est toutefois à prévoir en 2020 compte tenu du ralentissement en cours dans les principales économies du globe et des effets négatifs sur le commerce extérieur.

4.0 Analyse de la performance financière par la direction

4.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 81,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, soit un rendement de 3,8 %, comparativement à un bénéfice net de 174,9 M\$ (rendement de 9,1 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 15,94 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 15,34 \$ à la fin de l'exercice 2018. À titre indicatif, au prix de 15,94 \$ entrant en vigueur le 13 février 2020, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,6 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 13 février 2013.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 3,2 % et de 8,4 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,9 % sur le rendement de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.

Rendement par activité

	2019			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 192	53,9	3,2	1,7
Autres investissements et encaisse	1 020	46,1	8,4	4,0
	2 212	100,0	5,7	5,7
Charges, nettes des frais d'administration			(1,8)	(1,8)
Impôts sur les bénéfices			(0,1)	(0,1)
Rendement de CRCD			3,8	3,8

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les passifs financiers et les contrats de change.

Rendement par activité

	2018			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 070	52,6	19,7	10,4
Autres investissements et encaisse	965	47,4	1,3	0,6
	2 035	100,0	11,0	11,0
Charges, nettes des frais d'administration			(1,7)	(1,7)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			9,1	9,1

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les passifs financiers et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 269,7 M\$ et des cessions de 105,2 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 164,5 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 6,1 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 250,6 M\$ au 31 décembre 2019 (1 080,0 M\$ au 31 décembre 2018). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice de 269,7 M\$ est attribuable aux investissements faits notamment dans six entreprises pour un montant global de 134,6 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 57,6 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 237,0 M\$ au 31 décembre 2019, comparativement à 192,2 M\$ au 31 décembre 2018. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2019 s'élevaient à 1 251,9 M\$ dans 143 entreprises, coopératives et fonds, dont 1 014,9 M\$ ont été déboursés. Au 31 décembre 2019, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 529 entreprises, coopératives et fonds.

Pour l'année 2019, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 35,1 M\$, soit un rendement de 3,2 %, comparativement à 200,2 M\$ en 2018 (rendement de 19,7 %). Pour l'exercice 2019, la majorité des sociétés partenaires ont bien performé, cependant des difficultés ponctuelles qu'on connues quelques entreprises importantes du portefeuille sont venues atténuer ce rendement. Rappelons qu'en 2018 CRCD a bénéficié de désinvestissements d'envergure qui ont eu un impact positif sur le rendement.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers de \$)	2019	2018
Produits	29 033	43 144
Gains et pertes	6 069	157 072
	35 102	200 216

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. La baisse des produits de 14,1 M\$ comparativement à 2018 s'explique principalement par des dividendes plus importants versés par quelques compagnies au cours de l'exercice précédent, ce qui ne s'est pas reproduit en 2019. Les honoraires de négociation, représentant 3,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (3,0 M\$ en 2018), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 16,5 M\$ pour l'exercice 2019 (14,3 M\$ en 2018), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

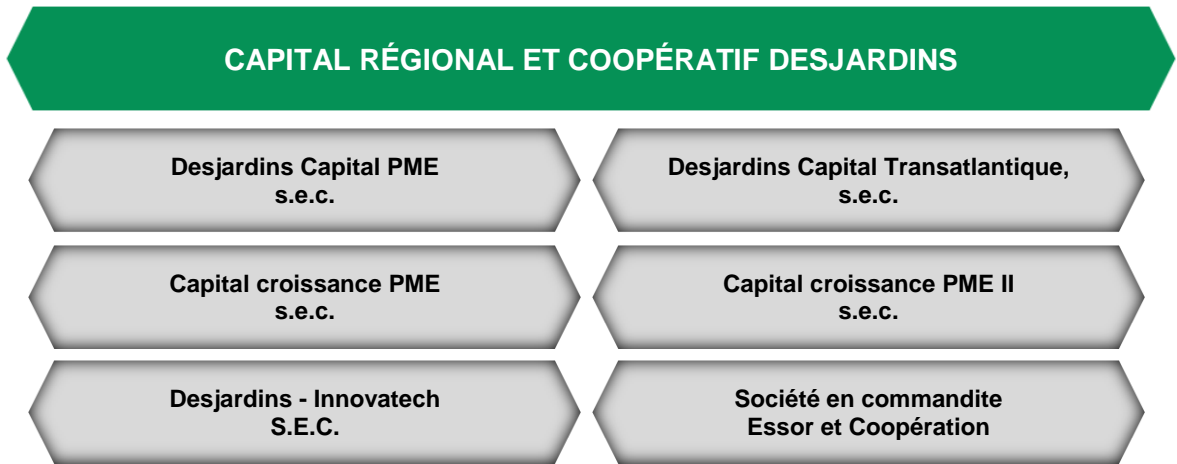
CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 6,1 M\$ comparativement à 157,1 M\$ pour l'exercice 2018. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2019, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement dégradé comparativement à celui observé au 31 décembre 2018, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun leur mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont présentés ci-après :

- Le 1^{er} janvier 2018, DC a créé le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME) en partenariat avec Gestion privée Desjardins. Ce fonds a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 10 M\$. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués sur une base annuelle. Au 31 décembre 2019, le taux de participation de CRCD dans le fonds DCPME est de 40 %. Au 31 décembre 2019, CRCD avait déboursé un montant de 72,2 M\$ (30,4 M\$ au 31 décembre 2018) permettant à un total de 119 entreprises et fonds de bénéficier de 210,5 M\$ engagés par le fonds DCPME.
- Le 4 juillet 2018, DC a créé conjointement avec la société française Groupe Siparex deux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 110 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique, géré par DC, est de 60,7 %. Au 31 décembre 2019, CRCD avait déboursé 11,3 M\$ (5,1 M\$ au 31 décembre 2018) sur son engagement total de 33,2 M\$ (22,8 M€), permettant à sept entreprises de bénéficier de 14,2 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 36,2 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2019, un total de 23 coopératives bénéficiaient de 48,8 M\$ engagés par Essor et Coopération.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,7 M\$ a été déboursé en 2019, pour un déboursé cumulatif de 2,4 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisées dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la phase de commercialisation. Au 31 décembre 2019, un total de 61 entreprises et fonds bénéficiaient de 66,1 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), qui permettait d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 31 décembre 2019, CRCD avait déboursé 251,8 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 228 entreprises et fonds bénéficiaient de 195,7 M\$ engagés par les fonds CCPME au 31 décembre 2019. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 461,1 M\$ dans 375 entreprises.

Au total, ce sont 529 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 394 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de 80 000 emplois, au 31 décembre 2019. De ce nombre, un total de 26 coopératives bénéficiaient d'engagements de 208,7 M\$.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires et des parts de sociétés en commandites qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage.

Rendement par profil d'investissement

	2019			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	366	16,5	9,2	1,3
Équité	683	30,9	(0,7)	(0,2)
Fonds externes	46	2,1	13,5	0,3
Capital de risque	79	3,6	6,5	0,2
Sous-total Profils d'investissement	1 174	53,1	3,2	1,6
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	18	0,8	(0,1)	-
Total Écosystème	1 192	53,9	3,2	1,6

Rendement par profil d'investissement

	2018			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	313	15,4	5,5	0,8
Équité	650	31,9	26,9	9,0
Fonds externes	41	2,0	18,6	0,4
Capital de risque	54	2,7	12,4	0,2
Sous-total Profils d'investissement	1 058	52,0	19,8	10,4
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	12	0,6	(12,2)	-
Total Écosystème	1 070	52,6	19,7	10,4

Le rendement de CRCD de 3,2 % pour l'exercice 2019, s'explique surtout par les profils « Dette » et « Équité », lesquels forment l'essentiel du volume d'actifs sous gestion au 31 décembre 2019. Le profil « Dette », avec un rendement de 9,2 %, affiche une performance supérieure à celle de 2018 à la suite de la diminution des taux corporatifs entre les deux exercices. L'écart de rendement entre les deux exercices pour le profil « Équité » s'explique principalement par des difficultés ponctuelles qu'ont connues quelques entreprises importantes du portefeuille et qui se trouvent dans cette catégorie. À noter que la majorité des sociétés partenaires ont par ailleurs bien performé au cours du présent exercice.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant des liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers et des fonds de stratégies d'actions neutres au marché. Il procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 31 décembre 2019, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 998,9 M\$ (1 041,5 M\$ en 2018) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements

	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	53,0	5,3	63,6	6,1
Obligations	536,0	53,7	642,0	61,6
Fonds d'actions mondiales	174,1	17,4	149,3	14,3
Fonds d'actions canadiennes	62,8	6,3	90,2	8,7
Fonds immobiliers	112,1	11,2	96,4	9,3
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	60,9	6,1	-	-
Total Portefeuille	998,9	100,0	1 041,5	100,0

Au 31 décembre 2019, 75 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (79 % au 31 décembre 2018).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 43 % au terme de l'exercice 2019 (48 % au 31 décembre 2018), une diminution s'expliquant principalement par les investissements importants dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois au cours du deuxième semestre de 2019. Les fonds engagés mais non déboursés de 237,0 M\$, représentant 10 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers de \$)	2019	2018
Produits	29 273	29 696
Gains et pertes	57 634	(18 440)
	86 907	11 256

Les produits sont composés principalement des intérêts et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les gains de 57,6 M\$ pour l'exercice 2019 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

- Le portefeuille obligataire a enregistré une plus-value de 20,8 M\$, les taux directeurs ayant clôturé l'année à un niveau plus bas qu'au 31 décembre 2018, mais aussi en raison du rétrécissement des écarts de crédit induit par le discours accommodant des banques centrales au premier semestre puis par l'entente commerciale entre les États-Unis et la Chine survenue par la suite.
- Les marchés boursiers ont ralenti leur croissance au courant du deuxième semestre, terminant tout de même l'année avec de confortables gains totalisant 14,8 M\$ pour les fonds d'actions canadiennes et 18,1 M\$ pour les fonds d'actions mondiales. Les fonds d'actions en portefeuille étant à faible volatilité, CRCD n'a pas pleinement bénéficié du contexte favorable des marchés boursiers au courant de 2019.

La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marché du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et, par le biais d'AccèsD Internet.

De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont limitées à un montant équivalent aux rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$. Cependant, des mesures décrites dans la Loi ont été accordées à CRCD par le gouvernement provincial pour chacune des périodes d'émission 2018, 2019 et 2020. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante.

CRCD a obtenu le droit d'émettre 140 M\$ d'actions de catégorie A « Émission » pour les émissions 2018, 2019 et 2020 et d'octroyer un taux de crédit d'impôt de 35 % pour l'acquisition de ces actions. Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir ces actions, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 050 \$.

Dans le cadre de ces mêmes mesures, de nouvelles dispositions ont été accordées concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles. CRCD est autorisé, pour les périodes d'émission 2018, 2019 et 2020 à procéder à l'échange de ses actions actuelles de catégorie A « Émission » vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$. Ces dispositions permettent aux actionnaires de CRCD n'ayant jamais procédé à un rachat d'échanger leurs actions actuelles de catégorie A « Émission », jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » qu'ils devront également détenir pendant sept ans, et ce, en contrepartie d'un crédit d'impôt provincial de 10 % des sommes échangées.

Ces dispositions ont été mises en place à l'automne 2018 et l'acceptation des demandes d'échange au montant maximal autorisé de 100 M\$ pour l'année d'imposition 2018 a eu lieu en février 2019. Le processus d'échange des actions en lien avec l'année d'imposition 2019 s'est déroulé au printemps dernier et l'acceptation des demandes pour un montant total permis de 100 M\$ a eu lieu en juillet 2019.

Ainsi, le capital-actions de CRCD comporte maintenant deux catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission » et la catégorie B « Échange ». La catégorie A permet par son émission de recueillir des liquidités tandis que la catégorie B vise à permettre l'échange des actions de la catégorie A.

La période de détention minimale des actions de CRCD, peu importe la catégorie, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription ou tout échange dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission ou d'échanges autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2018 et 2019, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2019, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 728,7 M\$ pour 144 849 327 actions ordinaires en circulation.

Au cours de l'exercice, CRCD a recueilli 140,0 M\$, ce qui inclut le solde de 0,4 M\$ de l'émission 2018 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2019, soit 139,6 M\$. Le solde de l'émission 2019 de 0,4 M\$ a été écoulé en janvier 2020.

Pour l'exercice 2019, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 81,7 M\$ (90,1 M\$ en 2018).

Au 31 décembre 2019, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 999,7 M\$. Au cours de l'exercice 2020, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 205 M\$ deviendront également admissibles au rachat pour un potentiel d'environ 1 205 M\$. Cette somme sera réduite du montant équivalent aux souscriptions acceptées en actions de catégorie B « Échange » ainsi que du montant des actions rachetées au cours de l'exercice 2020.

Au 31 décembre 2019, le nombre d'actionnaires est de 109 364 comparativement à 107 862 au 31 décembre 2018.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et les produits de cession et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers de \$)	2019	2018
Frais de gestion	19 007	18 908
Autres frais d'exploitation	5 548	4 732
Services aux actionnaires	11 089	6 305
	35 644	29 945

CRCD a confié la gestion de ses opérations, y compris la gestion de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et de son portefeuille des autres investissements, à DC, aux termes d'une convention de gestion intervenue entre elles. En vertu de cette convention, CRCD verse à Desjardins Capital des frais de gestion équivalant à un taux maximum de 1,75 % (1,95 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées notamment à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. Les frais de gestion n'ont pas connu de variation significative entre les deux exercices. La réduction de 0,2 % du taux maximum des frais de gestion, accordée par DC, contribue à limiter l'impact de la hausse des actifs de CRCD.

Les autres frais d'exploitation n'ont pas connu de variation significative entre les deux exercices.

La hausse des services aux actionnaires de 4,8 M\$ s'explique principalement par une hausse des frais de distribution des actions à la suite de la refonte de l'entente signée le 1^{er} janvier 2019 entre CRCD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec au niveau de la rémunération consentie par CRCD au réseau des caisses Desjardins. Dans le cadre de cette entente, CRCD verse dorénavant aux caisses une rémunération en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif net de CRCD et du niveau d'automatisation des transactions d'actions. Suite à la renégociation, les frais d'émission ont été abolis et DC a accordé une baisse de 0,2 % du taux maximum des frais de gestion.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 2,0 M\$ pour l'exercice 2019, en baisse comparativement à l'exercice précédent (4,1 M\$ en 2018). La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2019, les entrées de liquidités liées aux émissions nettes des rachats s'élèvent à 58,4 M\$ (entrées nettes de liquidités de 46,9 M\$ en 2018). Les activités opérationnelles jumelées à des frais de développement d'une immobilisation incorporelle ont généré une utilisation nette de liquidités de 52,8 M\$ (utilisation nette de liquidités de 35,1 M\$ en 2018).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 263,8 M\$ pour l'exercice 2019 (176,4 M\$ en 2018). Le portefeuille des autres investissements affiche une entrée nette de fonds de 108,8 M\$ comparativement à une utilisation nette de fonds de 163,3 M\$ pour l'exercice 2018.

Au 31 décembre 2019, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 46,8 M\$ (41,3 M\$ au 31 décembre 2018).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 200 M\$ au 31 décembre 2019. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2019 et 2018.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

4.2 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

MISSION

CRCD travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Dans cet esprit, la mission de CRCD s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

VISION ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

Des travaux de planification stratégique ont été menés tout au long de l'exercice 2018 et ont été présentés aux instances décisionnelles, dont le conseil d'administration de CRCD et le conseil d'administration de DC. Cette démarche a permis d'établir les ambitions 2024 et d'actualiser les priorités stratégiques. Le plan stratégique 2024, a été approuvé par le conseil d'administration de CRCD en fin d'exercice 2019.

La vision de CRCD est d'être « Premier dans le cœur des entrepreneurs : la référence pour les PME ».

Pour ce faire, CRCD s'appuie sur dix priorités stratégiques de DC sur l'horizon 2024 qui s'articulent à l'intérieur des orientations suivantes :

- Accélérer le virage client : en déployant une offre distinctive et innovante pour les entrepreneurs et en revoyant les façons de faire pour accélérer la capacité d'exécution et atteindre les objectifs de croissance;
- Affirmer sa distinction coopérative : en augmentant la présence de DC dans le segment de l'entrepreneuriat collectif et en favorisant le développement d'une économie durable et responsable;
- Exploiter les forces du grand groupe coopératif Desjardins : en identifiant des opportunités de capitalisation pour l'écosystème de DC, en élaborant des partenariats au sein du Mouvement Desjardins, en consolidant les parts de marché et en trouvant de nouvelles opportunités de croissance au Québec;
- Réaliser les autres priorités propres à DC et pertinentes pour CRCD: en termes d'accroissement de sa visibilité, d'acquisition, de rétention et de développement des talents, de maintien de l'équilibre rendement/risque et de capitalisation de CRCD ;
- Réaliser les priorités propres à CRCD : accroître la capitalisation et la visibilité de CRCD ainsi qu'améliorer l'expérience numérique de l'actionnaire.

STRATÉGIES

DC regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actif et de sa performance en fonction de profils d'investissement, afin de mieux gérer ses activités. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.

- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

Finalement, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont au 31 décembre 2019, avoir investi 64 % (63 % au 31 décembre 2018) de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles. Ce pourcentage pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019 sera de 65 %. Également, 35 % de ces investissements admissibles doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin d'exercice. Aux 31 décembre 2019 et 2018, ces règles étaient toutes respectées.

4.3 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à la loi constitutive de CRCD, le conseil d'administration (le « conseil ») doit être composé de 13 administrateurs, dont une majorité de personnes indépendantes. La présidence doit aussi être assumée par un administrateur indépendant. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport, alors que deux postes d'administrateurs sont vacants :



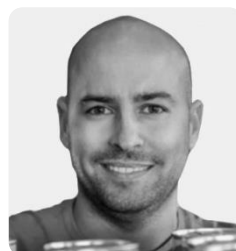
Bernard Bolduc
B.A.A. Finance
Président du conseil
de CRCD et président,
Altrum inc.



Marc Barbeau
CPA, CA, M. Fisc.
Secrétaire du conseil
de CRCD et président
et chef de la direction,
Ovivo inc.



Linda Labbé
CPA, CA
Administratrice
Relations avec le
Mouvement
Desjardins et
administratrice de
sociétés



Charles Auger
B.A.A. Finance
Vice-président
Opérations, Chocolats
Favoris



Éric Charron
B.A.A. Finance,
Adm.A, PI.Fin.
Directeur général,
Caisse Desjardins de
Gatineau



Lucie Demers
CPA, CGA, EEE
Administratrice de
sociétés



Marlène Deveaux
B.A., M.A., ASC
Présidente directrice
générale, Revêtement
sur métaux inc.



Muriel McGrath
B.A., IAS.A
Présidente,
MC² Consilium inc.



Marcel Ostiguy
B.A.A.
Administrateur de
sociétés



Louis Roy
B.A.A., MBA, DAE
Directeur de
l'intelligence d'affaires,
Revenu Québec



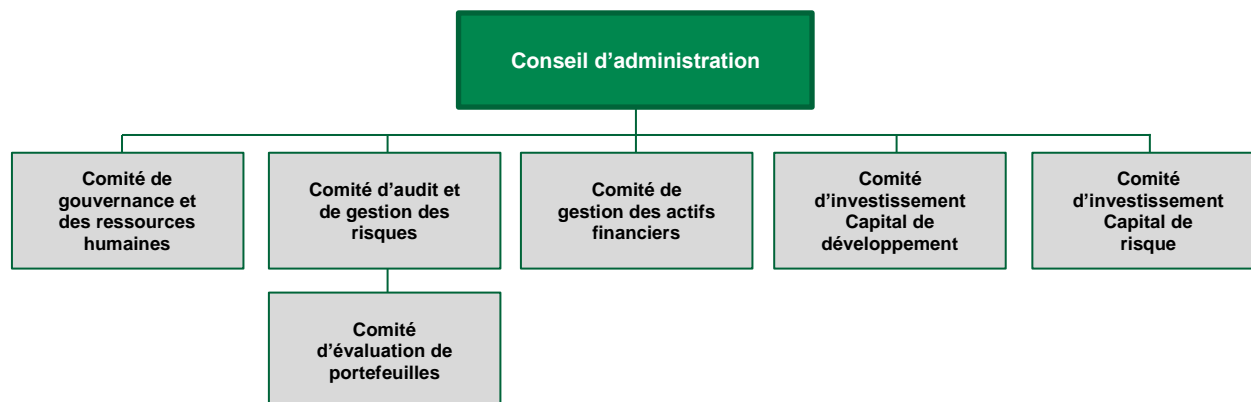
Louis-Régis Tremblay
ing., IAS.A
Consultant en gestion
et administrateur de
sociétés

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, les rapports financiers, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, l'assemblée générale des actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

La structure de gouvernance se présente comme suit :



Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

Comité de gouvernance et des ressources humaines

Le comité de gouvernance et des ressources humaines a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de gestion des conflits d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et les membres du conseil. De plus, il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance du président du conseil, de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins, du conseil, des comités et du Gestionnaire. Il s'assure de plus de la mise en place d'un plan de relève de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que du chef de l'exploitation et des postes clés du Gestionnaire.

Ce comité a également un rôle de surveillance du risque de réputation en général et du risque de conflits d'intérêts. Il est informé du risque de réputation lié à l'investissement qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit et de gestion des risques a comme mandat d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le Gestionnaire à l'égard de la divulgation de l'information financière, de la sauvegarde des actifs et de la détection de la fraude. Il reçoit annuellement une attestation sur l'environnement de contrôle interne du Gestionnaire en relation avec la gestion des opérations imparties par CRCD. Il veille à ce que le Gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa recommandation.

Ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD et surveille plus spécifiquement le risque de non-conformité au niveau des règlements et lois ainsi que de la reddition de comptes aux actionnaires et de la divulgation publique, le risque d'impartition (excluant les gestionnaires externes), le risque opérationnel lié au traitement des transactions et des systèmes et le risque de fraudes interne et externe. Il est informé des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers qui sont sous la surveillance du comité de gestion des actifs financiers et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par CRCD des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la Politique de gestion globale des actifs financiers de CRCD et des directives afférentes. Le comité est composé de personnes qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances et des compétences financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité exerce de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, du risque de concentrations géographique et sectorielle de l'actif net, du risque de liquidité et du risque d'impartition à des gestionnaires externes. Il est informé du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois qui sont sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD afin de fournir une assurance raisonnable au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Il procède aussi, de temps à autre, à la révision de la Méthodologie d'établissement de la juste valeur et recommande, le cas échéant, au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil les modifications qu'il juge nécessaires. La majorité des membres de ce comité sont des évaluateurs qualifiés indépendants conformément audit règlement.

Comités d'investissement

Le mandat général des comités d'investissement Capital de développement et Capital de risque consiste à évaluer et à autoriser ou recommander, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil et dans le respect de la mission de CRCD, des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois et à en effectuer le suivi. Les membres de ces comités sont choisis en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité d'un investissement, à en détecter les risques et à contribuer à sa valorisation future.

Le comité d'investissement Capital de développement étudie les dossiers de financement en dette subordonnée, en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité pour des entreprises ayant démontré des résultats financiers positifs et qui ont besoin de capitaux pour des projets de croissance ou autres.

Quant au comité d'investissement Capital de risque, il étudie les dossiers de financement en dette convertible, en équité ou ayant une combinaison de dette convertible et d'équité et qui appuient des entreprises à fort potentiel de création de valeur qui sont au stade de prédémarrage, démarrage ou post-démarrage.

Ces comités ont également un rôle de surveillance du risque de réputation lié à l'investissement, du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois, du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois, du risque de désignation des administrateurs externes et du suivi de leur performance et du risque opérationnel lié au processus d'investissement. Ils sont informés du risque stratégique en lien avec la répartition du portefeuille d'investissements à impact économique québécois par région, qui est sous la surveillance du conseil.

Relevé des présences et rémunération

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2019.

Noms	Conseil d'administration	Comité de gouvernance et des ressources humaines	Comité d'audit et de gestion des risques	Comité de gestion des actifs financiers	Comité d'évaluation de portefeuilles	Comité d'investissement Capital de Développement	Comité d'investissement Capital de risque	Rémunération
(nombre de rencontres)	9	7	4	4	2	23	12	
Administrateurs et membres externes de comité actifs à la date du présent rapport								
Charles Auger	9/9						12/12	30 000
Marc Barbeau	9/9			4/4		18/23		44 600
Bernard Bolduc	6/8		3/3			20/23		39 784
Éric Charron	9/9			4/4				26 000
Lucie Demers	9/9		4/4		2/2			34 000
Marlène Deveaux	9/9	3/3				16/17		32 117
Linda Labbé	7/9	3/4	3/3	4/4				40 625
Muriel McGrath	8/8						12/12	31 000
Marcel Ostiguy	9/9			3/4				26 000
Louis Roy	8/8						9/9	22 751
Louis-Régis Tremblay	9/9			3/3		22/23		38 550
Mario Lavallée *				2/2				4 663
George Rossi *					2/2			8 400
Michel Rouleau *						23/23		21 400
Sébastien Mailhot *					2/2			8 400
Michel Martineau *					2/2			8 400
Anne-Marie Renaud *						15/16		14 188
Normand Tremblay *							12/12	14 800
Administrateurs et membres externes de comité ayant quitté leurs fonctions à la date du présent rapport								
Chantal Bélanger	8/8	7/7	4/4		2/2			44 479
Jean-Claude Gagnon	1/1		1/1					7 000
Jacques Jobin	1/1						3/3	9 000
Sylvie Lalande	8/8	7/7						64 864
Bruno Morin	1/1	3/3	1/1	1/1		6/6		17 500
Guy Delisle *						6/6		5 500
Thom Skinner *							3/3	3 700
RÉMUNÉRATION TOTALE								597 721

* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU :

La rémunération comprend les honoraires relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux. Seuls les membres externes de comités reçoivent une allocation de présence.

Le président du conseil d'administration et l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins reçoivent une indemnité annuelle respective de 70 000 \$ et 45 000 \$. Aucune autre rémunération ne leur est versée à titre d'administrateur, de président, de membre ou de personne ressource d'un comité.

4.4 Gestion des risques

PRATIQUES ET POLITIQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. Une politique de gestion intégrée des risques a été mise sur pied afin de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été audités par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 13 février 2020.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobiliers détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2019 est de 965,1 M\$ (986,5 M\$ au 31 décembre 2018). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 46,0 M\$ (51,2 M\$ au 31 décembre 2018) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 536,0 M\$ (642,0 M\$ au 31 décembre 2018) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse 37,1 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,7 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2019 (39,9 M\$ pour 1,9 % au 31 décembre 2018). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 40,2 M\$ représentant une augmentation de 1,8 % du prix de l'action (42,9 M\$ pour 2,0 % au 31 décembre 2018). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraîne une limite à l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobiliers d'une juste valeur de 112,1 M\$ (96,4 M\$ au 31 décembre 2018) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 243,9 M\$ (225,6 M\$ au 31 décembre 2018), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 271,0 M\$ (197,0 M\$ au 31 décembre 2018), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2019, les fonds d'actions mondiales et canadiennes d'une valeur de 236,9 M\$ (239,5 M\$ au 31 décembre 2018), qui sont détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 23,7 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 1,1 % du prix de l'action de CRCD.

Les fonds de stratégies d'actions neutres au marché, d'une valeur de 60,9 M\$ au 31 décembre 2019 (aucun au 31 décembre 2018) sont exposés dans une moindre mesure à la variation des marchés boursiers car ils minimisent le risque au marché. De plus, ces fonds représentent une faible exposition sur le portefeuille. Ainsi toute variation n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 23,9 M\$ (18,4 M\$ au 31 décembre 2018). Ainsi pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 2,4 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 80,4 M\$ soit 3,5 % de l'actif net au 31 décembre 2019, comparativement à 76,4 M\$ soit 3,5 % de l'actif net au 31 décembre 2018.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 19 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2019, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 51,7 M\$ US (53,1 M\$ US au 31 décembre 2018) au taux de 1,3142 \$ CA/\$ US (1,3615 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2018), de même que des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 8,6 M€ (3,6 M€ au 31 décembre 2018) au taux de 1,4666 CA/€ (1,5685 CA/€ au 31 décembre 2018) et ce, le 31 mars 2020. Au 31 décembre 2019, CRCD n'a aucun collatéral sur ses contrats de change (4,5 M\$ au 31 décembre 2018).

Au 31 décembre 2019, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 0,9 M\$ (1,8 M\$ au 31 décembre 2018). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 205,5 M\$ (137,4 M\$ au 31 décembre 2018). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 20,6 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,9 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la légère dégradation du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	1 180 364	94,5	1 031 104	95,5
7 à 9 À risque	51 724	4,1	33 458	3,1
10 À haut risque et en insolvabilité	17 879	1,4	15 507	1,4

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

Cotes	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	234 455	98,9	191 969	99,9
7 à 9 À risque	2 554	1,1	-	-
10 À haut risque et en insolvabilité	-	-	200	0,1

Pour le portefeuille obligataire, représentant 54,0 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (62,4 % au 31 décembre 2018), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
AAA	226 045		295 820	
AA	176 336		242 163	
A	80 991		56 401	
BBB	52 660		47 571	

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	33,5	21,6	33,5	19,7
Autres investissements ⁽²⁾	44,8	19,2	48,8	23,1

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 64 % (63 % au 31 décembre 2018) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 47 % (70 % au 31 décembre 2018) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 31 décembre 2019, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 55,1 % de l'actif net (51,3 % au 31 décembre 2018).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment la détention de titres étrangers au niveau du portefeuille des autres investissements. Au 31 décembre 2019, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 79,4 % de titres canadiens (86,8 % au 31 décembre 2018). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2019, le portefeuille des autres investissements représente 43,2 % de l'actif net (48,0 % au 31 décembre 2018).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le Gestionnaire. Au 31 décembre 2019, les titres obligataires représentent 23,2 % de l'actif net (29,6 % au 31 décembre 2018). La baisse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle de l'augmentation de la pondération accordée aux investissements à impact économique québécois et de l'introduction de nouvelles catégories d'actif, dans le but de diversifier et d'équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours des exercices 2019 et 2018.

Étant donné la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD des nouvelles mesures temporaires annoncées par le gouvernement du Québec en mars 2018 permettent aux actionnaires admissibles de CRCD d'engager leur capital rachetable pour une période additionnelle de sept ans. Avec un montant annuel autorisé de 100 M\$ jusqu'en 2020, cette initiative assurera une plus grande disponibilité de capital au bénéfice des investissements à impact économique québécois et diminuera les besoins de liquidités reliés aux rachats d'actions. Se référer à la section « Souscription » pour les détails.

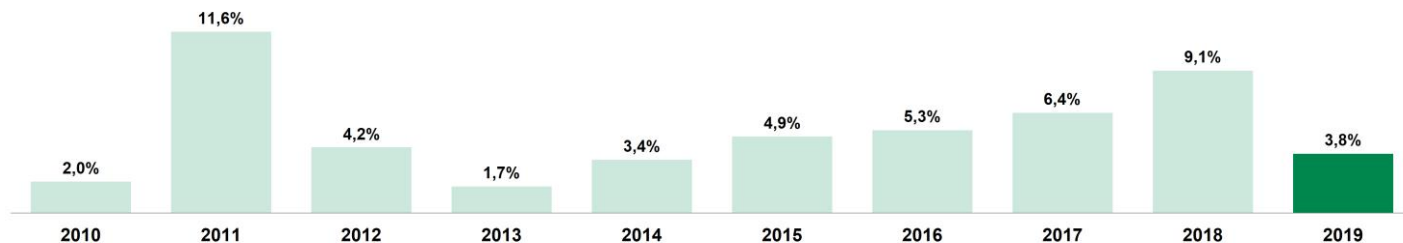
CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

5.0 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

5.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



5.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 31 décembre 2019

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
5,1 %	4,8 %	5,7 %	6,3 %	3,9 %

6.0 Aperçu du portefeuille

6.1 Principaux profils d'investissement

Au 31 décembre 2019, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS *	
Dette	17,6
Équité	30,9
Fonds externes	2,2
Capital de risque	3,7
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,7
Total – Investissements à impact économique québécois	55,1
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse et instruments de marché monétaire	2,3
Obligations	23,2
Fonds d'actions mondiales	7,5
Fonds d'actions canadiennes	2,7
Fonds immobiliers	4,9
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	2,6
Total – Autres investissements	43,2

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,3 % des profils d'investissements et 1,7 % des autres éléments d'actifs.

6.2 Principaux investissements détenus

Au 31 décembre 2019, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Émetteurs au 31 décembre 2019	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs*	31,2
Gouvernement du Canada	6,1
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité	3,8
Fonds Desjardins Mondial de dividendes	3,8
Fiducie du Canada pour l'habitation	3,0
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,6
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,3
Province de l'Ontario	2,1
Province de Québec	2,1
Fonds CC&L Q Marché neutre	1,8
Province du Manitoba	1,5
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1,4

*** Les 14 émetteurs représentant collectivement 31,2 % de l'actif net de CRCD sont :**

Agropur Coopérative
 Avjet Holding inc
 Capital Croissance PME II s.e.c.
 DC Immo 1ère S.E.C.
 Desjardins - Innovatech S.E.C.
 Desjardins Capital PME s.e.c.
 Exo-s-inc.
 Groupe Industries Fournier inc.
 Groupe Norbec inc. (10080233 Canada inc.)
 Groupe SJM inc.
 Groupe Solotech inc.
 La Coop fédérée
 Ressorts Liberté inc.
 Telecon inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 13 février 2020

7.0 Rapport de la direction

Le 13 février 2020

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 13 février 2020. Établis selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA
Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels de CRCD, qui comprennent :

- les bilans individuels aux 31 décembre 2019 et 2018;
- les états individuels du résultat global pour les exercices terminés à ces dates;
- les états individuels des variations de l'actif net pour les exercices terminés à ces dates;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates;
- les notes afférentes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers individuels au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Notre opinion sur les états financiers individuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers individuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers individuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers individuels

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers individuels conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers individuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers individuels, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers individuels, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers individuels prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers individuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers individuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers individuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers individuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal (Québec)
Le 13 février 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Notes	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 249 967	1 080 069
Autres investissements	8	992 746	1 028 968
Immobilisations incorporelles	10	4 466	1 023
Impôts sur le bénéfice	19	32 486	26 477
Comptes débiteurs	11	32 699	45 981
Encaisse	12	6 961	12 428
		2 319 325	2 194 946
PASSIF			
Passifs financiers	13	2 252	4 726
Impôts sur le bénéfice	19	168	15 097
Comptes créditeurs	14	8 439	6 319
		10 859	26 142
ACTIF NET	16	2 308 466	2 168 804
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		144 849 327	141 391 214
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		15,94	15,34

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

Marc Barbeau, CPA, CA, M. Fisc., administrateur

Lucie Demers, CPA, CGA, EEE, administratrice

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)

	Notes	2019 \$	2018 \$
PRODUITS			
Intérêts	7	26 083	25 886
Dividendes et distributions		28 766	43 929
Frais d'administration		361	470
		55 210	70 285
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		35 512	108 335
Non réalisés		28 191	30 297
		63 703	138 632
TOTAL DES PRODUITS ET DES GAINS SUR INVESTISSEMENTS			
		118 913	208 917
CHARGES			
Frais de gestion		19 007	18 908
Autres frais d'exploitation	18	5 548	4 732
Services aux actionnaires	18	11 089	6 305
		35 644	29 945
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS			
Impôts sur le bénéfice (recouvrement)	19	83 269	178 972
		1 967	4 078
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE			
		81 302	174 894
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES			
		140 340 554	136 894 655
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE			
		0,58	1,28

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 16)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$		
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	141 391 214	1 577 431	-	-	141 391 214	1 577 431	591 373	2 168 804
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	81 302	81 302
Opérations sur le capital-actions ⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	8 742 237	140 017	-	-	8 742 237	140 017	-	140 017
Rachat d'actions ordinaires	(5 284 124)	(54 623)	-	-	(5 284 124)	(54 623)	(27 034)	(81 657)
Échange d'actions ordinaires	(13 297 742)	(133 548)	13 297 742	199 445	-	65 897	(65 897)	-
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	138 079 685	1 501 550	-	-	138 079 685	1 501 550	443 792	1 945 342
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	174 894	174 894
Opérations sur le capital-actions ⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	9 630 654	141 179	-	-	9 630 654	141 179	-	141 179
Frais d'émission, nets des impôts de 1 657 \$	-	(2 523)	-	-	-	(2 523)	-	(2 523)
Rachat d'actions ordinaires	(6 319 125)	(62 775)	-	-	(6 319 125)	(62 775)	(27 313)	(90 088)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	141 391 214	1 577 431	-	-	141 391 214	1 577 431	591 373	2 168 804

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2019 \$	2018 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net de l'exercice	81 302	174 894
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(63 703)	(138 632)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(734)	(3 773)
Amortissement des immobilisations incorporelles	365	73
Impôts différés	(2 569)	2 977
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 253)	(1 095)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(6 009)	(5 668)
Impôts sur le bénéfice à payer	(12 360)	12 360
Comptes débiteurs	(612)	12 070
Comptes créditeurs	2 424	(4 645)
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(263 841)	(176 400)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	109 136	257 112
Acquisition d'autres investissements	(1 010 281)	(1 557 623)
Produit de la cession d'autres investissements	1 119 110	1 394 350
	(49 025)	(34 000)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3 808)	(1 096)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	140 017	136 999
Rachat d'actions ordinaires	(81 657)	(90 088)
	58 360	46 911
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	5 527	11 815
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	41 253	29 438
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	46 780	41 253
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	24 105	19 651
Dividendes et distributions reçus	28 642	43 715
Impôts sur les bénéfices recouvrés (payés)	(22 905)	5 591

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- L'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les autres administrateurs.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur, ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à vingt ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente. Depuis l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année, pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements (suite)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 février 2020.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers individuels sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.

L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.

Les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Immobilisations incorporelles

Le développement informatique est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées à l'interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminuées, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

	Méthode	Durée
Incorporelles		
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

e) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Le 1^{er} janvier 2019, une nouvelle entente de rémunération est intervenue avec le Réseau des caisses Desjardins. Suite à cette nouvelle entente, les frais d'émission d'actions qui étaient calculés en fonction de la valeur des actions émises et présentés dans les états individuels des variations de l'actif net ont été abolis et des nouveaux frais de distribution ont été introduits. Ces nouveaux frais de distribution qui couvrent dorénavant l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, sont présentés dans les charges aux états individuels du résultat global.

f) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

g) Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

h) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

i) Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses (suite)

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 5 – Modifications comptables futures

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2019 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	303 952	103 767	407 719
Actions privilégiées	307 166	62 494	369 660
Parts de fonds	252 274	72 321	324 595
Prêts et avances	135 533	(2 189)	133 344
Billet ⁽¹⁾	2 461	297	2 758
Garantis			
Prêts et avances	13 478	(1 587)	11 891
	1 014 864	235 103	1 249 967

	Au 31 décembre 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	259 388	119 218	378 606
Actions privilégiées	259 039	58 478	317 517
Parts de fonds	209 690	64 152	273 842
Prêts et avances	94 634	278	94 912
Billet ⁽¹⁾	1 787	(91)	1 696
Garantis			
Prêts et avances	13 720	(224)	13 496
	838 258	241 811	1 080 069

⁽¹⁾ Le 28 septembre 2017, CRCD s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCD sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCD et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 48,5 M\$ (40,1 M\$ au 31 décembre 2018) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 12,6 M\$ (5,4 M\$ au 31 décembre 2018).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,7 % (8,8 % au 31 décembre 2018). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 10,2 M\$ (10,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,0 années (2,8 années au 31 décembre 2018), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 32,5 M\$ (19,0 M\$ au 31 décembre 2018).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2019				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	533 581	83 238	616 819	41 449	658 268
Services	174 660	85 908	260 568	900	261 468
Innovations technologiques	33 288	(6 661)	26 627	4 929	31 556
Fonds	273 335	72 618	345 953	189 731	535 684
Total	1 014 864	235 103	1 249 967	237 009	1 486 976

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2018				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	473 564	63 683	537 247	2 648	539 895
Services	138 167	117 835	256 002	200	256 202
Innovations technologiques	15 050	(3 768)	11 282	-	11 282
Fonds	211 477	64 061	275 538	189 321	464 859
Total	838 258	241 811	1 080 069	192 169	1 272 238

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2020 \$	2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 et après \$	Total \$
137 959	24 281	17 507	54 916	2 346	237 009

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	9	254 725	9	224 056
Entités associées				
Entreprises partenaires	28	296 890	26	317 697
Fonds	11	319 537	10	254 324

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 45 % au 31 décembre 2019 et 2018 pour les entités associées. Au 31 décembre 2019 et 2018, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales et une entité associée. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, CRCD n'a reçu aucun dividende significatif d'une filiale (14,6 M\$ au cours de l'exercice 2018).

Au 31 décembre 2019, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 100 % (13 % et 95 % au 31 décembre 2018).

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	212 266	(1 812)	210 454
Provinciales, municipales ou garanties	189 104	4 870	193 974
Institutions financières	72 338	2 358	74 696
Sociétés	54 611	2 297	56 908
	528 319	7 713	536 032
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	46 037	-	46 037
Contrats de change ⁽²⁾	-	850	850
Fonds d'actions canadiennes	55 058	7 731	62 789
Fonds d'actions mondiales	158 642	15 440	174 082
Fonds immobiliers	108 046	4 016	112 062
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	60 979	(85)	60 894
Total	957 081	35 665	992 746

	Au 31 décembre 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	286 256	1 733	287 989
Provinciales, municipales ou garanties	219 669	1 814	221 483
Institutions financières	82 312	(55)	82 257
Sociétés	50 353	(127)	50 226
	638 590	3 365	641 955
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	51 166	-	51 166
Contrats de change ⁽²⁾	-	(67)	(67)
Fonds d'actions canadiennes	93 188	(2 992)	90 196
Fonds d'actions mondiales	151 930	(2 640)	149 290
Fonds immobiliers	93 326	3 102	96 428
Total	1 028 200	768	1 028 968

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2019			
	Moins de	De 1 an à	Plus de	Total
	1 an	5 ans	5 ans	
	\$	\$	\$	\$
Coût	8 010	6 695	513 614	528 319
Valeur nominale	8 265	6 735	518 832	533 832
Juste valeur	8 258	6 858	520 916	536 032
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,83 %	3,20 %	2,36 %	2,36 %
Taux moyen effectif	1,93 %	3,32 %	2,48 %	2,48 %

	Au 31 décembre 2018			
	Moins de	De 1 an à	Plus de	Total
	1 an	5 ans	5 ans	
	\$	\$	\$	\$
Coût	3 561	30 337	604 692	638 590
Valeur nominale	3 560	30 599	614 673	648 832
Juste valeur	3 562	30 279	608 114	641 955
Taux moyen nominal ⁽³⁾	2,41 %	2,44 %	2,48 %	2,48 %
Taux moyen effectif	2,37 %	2,85 %	2,69 %	2,69 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de bons du Trésor, de papiers commerciaux, d'acceptations bancaires et de billets de dépôt au porteur au 31 décembre 2019 comparativement à des bons du Trésor, des dépôts à terme, des papiers commerciaux et des acceptations bancaires au 31 décembre 2018.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 51,7 M\$ US (53,1 M\$ US au 31 décembre 2018) et un notionnel de 8,6 M€ (3,6 M€ au 31 décembre 2018) ont une échéance de trois mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 205,5 M\$ (137,4 M\$ au 31 décembre 2018)

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 15,8 M\$ (14,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018).

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2020	2021	2022	2023	2024 et après	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
7 000	-	-	-	-	7 000

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2019			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	23 877	-	1 226 090	1 249 967
Autres investissements	698 923	181 761	112 062	992 746
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 031	23 031
Total des actifs financiers	722 800	181 761	1 361 183	2 265 744
Passifs financiers	-	-	2 252	2 252

	Au 31 décembre 2018			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	331	18 070	1 061 668	1 080 069
Autres investissements	758 973	173 567	96 428	1 028 968
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	36 925	36 925
Total des actifs financiers	759 304	191 637	1 195 021	2 145 962
Passifs financiers	-	-	4 726	4 726

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il y a eu un transfert entre les niveaux au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (un transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018).

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2019			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 061 668	96 428	36 925	(4 726)
Gains (pertes) réalisés	9 605	2 840	2 722	(377)
Gains (pertes) non réalisés	(11 591)	915	-	-
Acquisitions/émissions	268 964	62 308	-	-
Cessions/remboursements	(102 556)	(50 429)	(16 616)	2 851
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2019	(12 116)	3 418	-	-

	Au 31 décembre 2018			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2017	1 033 687	88 845	14 943	(23 413)
Gains (pertes) réalisés	131 086	3 126	7 395	(8 323)
Gains (pertes) non réalisés	41 303	63	-	7 270
Acquisitions/émissions	175 636	48 894	16 564	-
Cessions/remboursements	(305 334)	(44 500)	(1 977)	19 740
Transfert de niveau	(14 710)	-	-	-
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 061 668	96 428	36 925	(4 726)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2018	82 642	1 516	-	(1 536)

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2019			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	80 366	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,7 % à 15,1 % (9,7 %)
Actions non participantes	212 062	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 14,5 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	161 635	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,8 % à 12,5 % (11,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 9,2 % à 26,9 % (13,0 %)
	82 085	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	39 206	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	138 520	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 19,0 % (10,5 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,5 % à 25,9 % (14,2 %)
	99 257	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	69 621	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	15 985	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 758	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	324 595	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 226 090			
Autres investissements – Fonds immobiliers	112 062	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	23 031	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (4,1 %)
Passifs financiers	(2 252)	Diverses	-	

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2018				
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	35 025	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,7 % à 16,0 % (9,0 %)
Actions non participantes	172 649	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 13,0 % (6,1 %)
Actions participantes majoritaires	147 662	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,7 % à 12,5 % (9,3 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,9 % à 27,8 % (11,1 %)
	52 821	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	34 559	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	174 067	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,9 % à 21,6 % (11,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,6 % à 49,3 % (15,9 %)
	96 912	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	66 234	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	6 201	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	1 696	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	273 842	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 061 668			
Autres investissements – Fonds immobiliers	96 428	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois	36 925	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 9,0 % (5,7 %)
Passifs financiers	(4 726)	Diverses	-	

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,2 %	+/- 0,2 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,2 %	+/- 0,3 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

	Développement informatique (\$)
Coût	
Au 31 décembre 2017	-
Acquisition	1 096
Au 31 décembre 2018	1 096
Acquisition	3 808
Au 31 décembre 2019	4 904
Amortissement cumulé	
Au 31 décembre 2017	-
Amortissement	(73)
Au 31 décembre 2018	(73)
Amortissement	(365)
Au 31 décembre 2019	(438)
Valeur nette comptable	
Au 31 décembre 2019	4 466
Au 31 décembre 2018	1 023

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	8 729	8 033
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	23 031	36 925
Autres	939	1 023
	32 699	45 981

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 19,3 M\$ (30,5 M\$ au 31 décembre 2018).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCO s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 13,5 M\$ (26,2 M\$ au 31 décembre 2018) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Encaisse	6 961	12 428
Instruments de marché monétaire	39 819	28 825
	46 780	41 253

Note 13 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2019, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 2,3 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (4,7 M\$ au 31 décembre 2018).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Note 14 – Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 364	6 282
Autres	2 075	37
	8 439	6 319

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 15 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 200 M\$ au 31 décembre 2019 (50 M\$ au 31 décembre 2018) auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 %. Cette marge est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2019 et 2018, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2019 et 2018.

Note 16 – Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021, CRCD est autorisé à recueillir un montant annuel maximal de 140 M\$ en actions de catégorie A « Émission » et à procéder à l'échange des actions de catégorie A « Émission » détenues depuis au moins sept ans en actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale de 100 M\$.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2019 s'élève à 2 308,5 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	*Solde en M\$		Total	Rachat possible à compter de
	Actions « Émission »	Actions « Échange »		
2001 à 2012	999,7	-	999,7	Aujourd'hui
2013	205,5	-	205,5	2020
2014	83,4	-	83,4	2021
2015	196,4	-	196,4	2022
2016	165,5	-	165,5	2023
2017	155,5	-	155,5	2024
2018	151,8	108,1	259,9	2025
2019	138,9	103,7	242,6	2026
Actif net	2 096,7	211,8	2 308,5	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2019.

Note 17 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 18 – Charges

	2019 \$	2018 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	2 967	2 205
Honoraires pour services professionnels	450	420
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	598	618
Honoraires d'audit	180	186
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	152	110
Marketing	763	890
Autres charges	438	303
	5 548	4 732
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 243	2 112
Communication de l'information aux actionnaires	424	442
Frais de distribution	5 273	393
Frais informatiques	2 804	2 950
Autres charges	345	408
	11 089	6 305

Note 19 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2019		2018	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles (recouvrement)	4 536	-	1 101	(1 185)
Différés	(2 569)	-	2 977	(472)
	1 967	-	4 078	(1 657)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2019 \$	2018 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,6 % (39,7% en 2018)	32 975	71 052
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(23 983)	(54 906)
Dividendes non imposables	(6 062)	(11 515)
Autres	(963)	(553)
	1 967	4 078

Note 19 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actif		
Impôts en main remboursables	26 019	26 477
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	6 467	-
	32 486	26 477
Passif		
Impôts différés – frais d'émission et de distribution	3 385	2 902
Impôts différés – autres	(3 553)	(5 639)
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(12 360)
	(168)	(15 097)

CRCD s'attend à recouvrer 9,9 M\$ (3,5 M\$ au 31 décembre 2018) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % (1,95 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, un tel ajustement à la baisse de 12,0 M\$ (14,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018) a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009 et se termine le 31 décembre 2020.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2019			Au 31 décembre 2018		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	830	830	-	12 947	12 947
Immobilisations incorporelles	-	4 466	4 466	-	1 023	1 023
Comptes débiteurs	-	2	2	827	-	827
Encaisse	-	7 079	7 079	-	12 482	12 482
Passif						
Comptes créditeurs	2 022	5 510	7 532	-	4 859	4 859

	2019			2018		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	6	6	-	125	125
Gains (pertes) sur investissements	-	3 543	3 543	-	8 755	8 755
Charges						
Frais de gestion	19 007	-	19 007	18 908	-	18 908
Autres frais d'exploitation	-	2 655	2 655	-	1 922	1 922
Services aux actionnaires	-	10 319	10 319	-	5 455	5 455
États des variations de l'actif net						
Frais d'émission	-	-	-	-	4 092	4 092

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins, Desjardins Société de placement et Desjardins Gestion internationale d'actifs. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 500 000 \$ (503 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2019



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé du coût ») ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCDD) au 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé du coût* du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCDD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du relevé du coût au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note afférente au relevé du coût, qui décrit la méthode de comptabilité appliquée. Le relevé du coût a été préparé afin de se conformer aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que le relevé du coût ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du relevé du coût

La direction est responsable de la préparation du relevé du coût conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé du coût exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Lors de la préparation du relevé du coût, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé du coût

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le relevé du coût pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du relevé du coût prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le relevé du coût comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans le relevé du coût au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 13 février 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Abitibi-Témiscamingue						
9212-9402 Québec inc.(Construction Francis Roy inc.)	2019	S	-	500	-	500
Groupe financier Pentagone inc.	2019	S	-	1 500	-	1 500
Ressources minières Radisson inc.	2019	M	105	-	-	105
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	125
Total Abitibi-Témiscamingue			230	2 000	-	2 230
Bas-Saint-Laurent						
2862-2272 Québec inc. (Quincaillerie Home Hardware Rimouski)	2018	S	-	126	-	126
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	-	550	-	550
Total Bas-Saint-Laurent			-	676	-	676
Capitale-Nationale						
9038-6418 Québec inc. (Etaltech)	2019	S	-	200	-	200
AxesNetwork Solutions inc.	2019	IT	-	-	1 001	1 001
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	2 951	-	-	2 951
Flash Romeo inc. (Voilà)	2019	IT	-	660	-	660
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	99	-	849
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 773	6 482	-	21 255
Jobillico inc.	2015	S	1 020	4 996	-	6 016
Latéral Innovations inc.	2019	M	-	250	-	250
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	-	795	-	795
Qohash inc.	2019	IT	1 000	-	-	1 000
TB4 inc.	2019	S	-	300	-	300
Total Capitale-Nationale			20 494	13 782	1 001	35 277
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	-	-	3 732
CBR Laser inc.	2012	M	-	9 660	-	9 660
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	7 500
Farinart inc.	2010	M	924	200	-	1 124
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	-	-	20 000
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 740	-	-	3 740
Total Centre-du-Québec			35 896	9 860	-	45 756
Chaudière - Appalaches						
C.I.F. Métal Itée	2005	M	1 008	-	-	1 008
Cycles Lambert inc.	2018	S	-	-	3 800	3 800
Fertilec Itée	2019	M	-	500	-	500
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	-	500	-	500
Groupe Filgo inc.	2012	S	11 735	-	-	11 735
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	747	-	17 747
Hortau inc.	2010	M	2 167	-	-	2 167
Industries Amisco Itée (Les)	2018	M	17 220	-	-	17 220
Industries Radisson inc. (Les)	2019	M	-	500	-	500
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 850	1 075	-	3 925
Ressorts Liberté inc.	2019	M	22 500	5 700	-	28 200
Total Chaudière - Appalaches			74 480	9 022	3 800	87 302
Estrie						
Clôtures Orford inc.	2019	S	-	385	-	385
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	275	-	275
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	25	-	25
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	2019	M	500	-	-	500
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	-	-	20 572
FilSpec inc.	2004	M	1 291	-	-	1 291
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	12 362	3 298	-	15 660
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	519	250	2 269
Kemestrie inc.	2010	IT	527	-	-	527
Technologie Demtroys inc.	2019	M	-	400	-	400
Technologie Leadfox inc.	2019	IT	-	1 034	-	1 034
Total Estrie			36 752	5 936	250	42 938

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Les Entreprises Leblanc 3 inc.	2018	S	-	498	-	498
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			-	498	-	498
Hors Canada						
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	117	-	2 367
Technologies Xpertdoc inc.	2018	S	3 000	979	-	3 979
Total Lanaudière			5 250	1 096	-	6 346
Laval						
lonodes inc.	2019	IT	-	392	-	392
Total Laval			-	392	-	392
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc.	2013	S	-	288	-	288
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
Total Mauricie			17	288	-	305
Montérégie						
9349-6347 Québec inc. (Habitations Trigone)	2019	S	-	13 500	-	13 500
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	8 224	-	-	8 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	5 589	-	-	5 589
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 147	-	1 147
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 855	-	36 086
Groupe Jafaco Gestion inc.	2019	M	-	7 500	-	7 500
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	1 200	-	8 650
Groupe Nutri inc.	2018	M	15 000	-	-	15 000
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	2 589	-	-	2 589
Jus Dose inc.	2019	M	1 000	750	-	1 750
NSE Automatech inc.	2013	M	2 639	-	-	2 639
Systèmes Architecturaux Unicel	2017	M	6 000	1 213	-	7 213
Valtech Fabrication inc.	2017	M	14 891	5 377	-	20 268
Volaille Novo inc.	2017	M	1 200	795	-	1 995
Total Montérégie			179 760	33 337	-	213 097

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Montréal						
10337803 Canada inc. (Arbell Electronics inc.)	2019	S	-	-	2 250	2 250
9337-4791 Québec inc (Motorleaf)	2018	IT	866	-	-	866
9493662 Canada inc (Ananda Devices)	2019	IT	375	-	-	375
9813063 Canada inc. (My Intelligent Machines (MIMs))	2019	IT	-	821	-	821
Agence 360 inc.	2016	S	9 950	-	-	9 950
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 469	-	1 080	3 549
Alaya Soins inc.	2019	IT	1 030	-	-	1 030
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	6 624	-	6 624
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	42	-	-	42
Emovi inc.	2018	M	824	-	-	824
Entreprise Nexmoov inc.	2018	IT	-	826	-	826
Exploration Azimut inc.	2019	M	140	-	-	140
Fluent.ai inc.	2019	IT	-	674	-	674
Groupe Alithya inc.	2015	S	22 217	-	-	22 217
Groupe SJM inc.	2019	M	16 250	15 800	-	32 050
Groupe Solotech inc.	2013	S	23 812	-	-	23 812
Imagia Cybernétique inc.	2019	IT	1 447	-	-	1 447
Keatext inc.	2018	IT	-	1 091	-	1 091
La Coop fédérée	2005	M	95 000	-	-	95 000
Mylo Financial Technologies inc.	2017	IT	4 075	-	-	4 075
nGUVU Technologies inc.	2018	IT	-	278	-	278
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	-	990	6 074
o3d inc.	2019	IT	-	253	-	253
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	868	-	-	868
Phildan inc.	2015	M	8 250	3 171	-	11 421
Potloc inc.	2018	IT	2 815	-	-	2 815
Rekruti Solutions inc.	2018	IT	-	544	-	544
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.	2019	S	788	-	-	788
Sofdesk inc.	2019	IT	1 000	-	-	1 000
Solution Santé Préventive Haleo inc.	2019	IT	-	127	-	127
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	585	256	-	841
Technologies Heyday inc.	2019	IT	500	-	-	500
Technologies Innovatrices d'imagerie inc.	2019	IT	-	1 014	-	1 014
Tekalia Aéronautik (2010) inc.	2019	S	3 108	-	-	3 108
Télécon inc.	2011	S	45 441	-	-	45 441
Total Montréal			246 936	31 479	4 320	282 735
Nord-du-Québec						
Harfang Exploration inc.	2019	M	100	-	-	100
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	150	-	-	150
Ressources Sirios inc.	2019	M	150	-	-	150
Stelmine Canada Itée	2019	M	98	-	-	98
Total Nord-du-Québec			498	-	-	498
Outaouais						
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	-	-	3 613	3 613
Construction Michel Lacroix inc. / Michel Lacroix Construction inc.	2019	S	-	425	-	425
Signalisation Prosign Québec inc.	2019	S	-	200	-	200
Total Outaouais			-	625	3 613	4 238
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
11077422 Canada inc. (Congèlerie l'Héritier)	2019	M	-	1 000	-	1 000
9366-5099 Québec inc. (Voie maltée Laurier)	2018	S	-	-	494	494
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
L.S.M. Son & Lumières inc.	2019	S	-	500	-	500
Nature ALU inc.	2019	M	-	1 000	-	1 000
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
S.E.C. Lokia Sélection Sherbrooke	2019	S	-	5 156	-	5 156
Senneco inc.	2013	S	-	286	-	286
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 445	7 942	494	16 881

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Fonds						
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	69 761	-	-	69 761
DC Immo 1ère S.E.C.	2019	F	11 075	18 600	-	29 675
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	38 338	2 461	-	40 799
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	72 200	-	-	72 200
Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	2018	F	11 335	-	-	11 335
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	3 457	-	-	3 457
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	2 620	-	-	2 620
Fonds d'investissement Luge I, S.E.C.	2018	F	575	-	-	575
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	4 103	-	-	4 103
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	10 740	-	-	10 740
Fonds Ecofuel I S.E.C.	2018	F	667	-	-	667
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	25	-	-	25
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	2 476	-	-	2 476
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	22 950	-	-	22 950
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	1 952	-	-	1 952
Total Fonds			252 274	21 061	-	273 335
Total au coût			863 392	137 994	13 478	1 014 864

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
S: Services
IT: Innovations technologiques
F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 31 décembre 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2019

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (54,0 %)				
Obligations fédérales ou garanties (21,2 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 172	10 133
	2026-09-15, 1,90 %	48 575	47 558	48 153
	2029-09-15, 2,10 %	12 000	12 156	12 008
Gouvernement du Canada	2020-09-01, 0,75 %	750	745	745
	2027-06-01, 1,00 %	98 689	94 551	93 755
	2028-06-01, 2,00 %	18 783	19 512	19 193
	2029-06-01, 2,25 %	1 000	1 068	1 048
	2030-06-01, 1,25 %	8 300	8 065	7 935
	2041-06-01, 4,00 %	10 250	15 155	14 276
	2045-12-01, 3,50 %	1 000	1 391	1 357
	2048-12-01, 2,75 %	1 178	1 479	1 440
	2050-12-01, 0,50 %	394	414	411
Total obligations fédérales ou garanties		210 919	212 266	210 454
Obligations provinciales, municipales ou garanties (19,5 %)				
Municipal Finance Authority of British Columbia	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 005	3 077
Omers Finance Trust	2029-05-14, 2,60 %	800	799	809
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	6 330	6 327	6 555
Province de la Colombie-Britannique	2027-06-18, 2,55 %	1 500	1 487	1 536
	2028-12-18, 2,95 %	4 300	4 326	4 543
	2030-06-18, 2,20 %	6 490	6 485	6 434
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 395	3 461
Province de la Saskatchewan	2026-06-02, 2,55 %	7 985	8 046	8 151
	2028-12-02, 3,05 %	6 500	6 703	6 856
	2030-06-02, 2,20 %	2 215	2 185	2 174
Province de l'Alberta	2025-06-01, 2,35 %	1 800	1 764	1 819
	2026-06-01, 2,20 %	1 500	1 498	1 498
	2027-06-01, 2,55 %	4 400	4 324	4 471
	2043-12-01, 3,45 %	235	278	268
	2050-06-01, 3,10 %	1 400	1 557	1 543
Province de l'Ontario	2025-06-02, 2,60 %	20 800	20 518	21 335
	2026-06-02, 2,40 %	19 704	19 615	19 978
	2039-06-02, 4,60 %	1 000	1 326	1 313
	2040-06-02, 2,43 %	9 450	5 775	5 524
Province de Québec	2025-09-01, 2,75 %	30 000	29 854	31 057
	2026-09-01, 2,50 %	9 400	9 262	9 601
	2028-12-01, 2,04 %	6 100	5 092	4 927
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2025-06-02, 2,30 %	4 500	4 378	4 515
	2029-06-02, 2,85 %	3 000	3 141	3 075
	2050-10-17, 2,65 %	1 500	1 482	1 430
Province du Manitoba	2025-06-02, 2,45 %	7 600	7 516	7 721
	2027-06-02, 2,60 %	10 000	9 741	10 199
	2028-06-02, 3,00 %	10 400	10 259	10 904
	2029-06-02, 2,75 %	5 000	4 985	5 153
Province du Nouveau-Brunswick	2027-08-14, 2,35 %	2 500	2 412	2 500
	2030-06-03, 2,50 %	1 775	1 370	1 353
Ville de Toronto	2039-09-24, 2,60 %	200	199	194
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		194 884	189 104	193 974

**Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations d'institutions financières (7,5 %)			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2025-05-26, 3,30 % 6 530	6 586	6 849
Banque de Montréal	2026-12-09, 2,70 % 8 300	8 062	8 467
	2028-03-01, 3,19 % 4 900	4 875	5 165
	2029-09-17, 2,88 % 400	400	400
Banque Nationale du Canada	2024-07-12, 2,55 % 385	385	385
	2025-02-03, 2,58 % 3 217	3 217	3 217
Banque Royale du Canada	2020-02-11, 2,51 % 150	150	150
	2020-07-17, 1,92 % 5 100	4 849	5 099
	2024-07-25, 2,74 % 450	450	448
	2025-07-16, 4,93 % 1 500	1 632	1 702
Banque Scotia	2026-12-02, 2,62 % 5 500	5 560	5 585
	2028-02-02, 3,10 % 6 000	5 970	6 286
Banque Toronto-Dominion	2024-07-25, 3,22 % 3 150	3 124	3 207
	2027-01-26, 3,06 % 3 640	3 639	3 643
bcIMC Realty	2026-12-31, 3,00 % 600	600	618
Chartwell Résidences pour Retraités	2025-02-28, 4,21 % 200	200	210
CI Financial	2027-06-27, 3,90 % 350	340	354
Crombie Real Estate Investment Trust	2027-04-21, 3,92 % 273	273	274
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 % 1 900	1 872	1 954
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 % 1 750	1 730	1 775
	2027-09-07, 3,87 % 750	750	780
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2027-12-08, 4,18 % 1 600	1 594	1 696
	2029-03-11, 3,53 % 1 910	1 910	1 930
Financière Manuvie	2024-08-20, 3,05 % 750	728	762
First Capital Realty	2027-04-12, 3,75 % 800	800	809
Fonds de placement immobilier RioCan	2025-01-12, 2,58 % 880	880	866
Fonds de placement immobilier SmartCentres	2027-09-21, 3,83 % 1 500	1 467	1 552
	2029-09-20, 3,53 % 430	430	432
Great-West Lifeco	2027-11-28, 3,34 % 500	495	526
Groupe TMX	2024-10-11, 3,00 % 250	250	255
HCN Canadian Holdings-1 LP	2026-11-15, 2,95 % 180	180	180
Honda Canada Finance	2025-05-23, 3,44 % 845	843	879
IA Groupe Financier	2026-09-24, 3,07 % 413	413	414
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 % 1 600	1 600	1 597
John Deere Finance	2026-10-16, 2,58 % 740	740	734
OMERS Realty	2027-07-04, 3,24 % 2 500	2 488	2 614
Société financière IGM	2026-10-26, 3,44 % 600	591	617
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 % 1 265	1 265	1 265
	2020-07-24, 2,09 % 1 000	1 000	1 000
Total obligations d'institutions financières	72 808	72 338	74 696
Obligations de sociétés (5,8 %)			
407 International	2027-02-04, 2,43 % 1 650	1 561	1 654
Alectra	2027-02-17, 2,49 % 1 000	953	1 003
Algonquin Power & Utilities	2026-11-17, 4,09 % 400	393	422
	2028-10-29, 4,60 % 2 900	2 899	3 153
AltaLink	2026-02-28, 2,75 % 1 360	1 343	1 397
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2029-01-03, 2,73 % 580	580	591
	2039-04-17, 2,75 % 507	506	501
Bell Canada	2027-06-29, 3,60 % 2 000	1 949	2 082

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$	
Obligations de sociétés (suite)				
Brookfield Asset Management	2026-12-16, 3,80 %	2 950	2 826	3 072
Brookfield Infrastructure Partners	2028-06-11, 4,19 %	1 150	1 159	1 206
	2029-07-09, 3,41 %	1 650	1 650	1 623
Brookfield Renewable Energy Partners	2025-03-02, 3,75 %	750	750	783
	2049-05-05, 4,29 %	1 250	1 248	1 266
Canadian Utilities	2049-03-07, 2,96 %	595	595	583
Compagnies Loblaw	2028-09-11, 4,49 %	1 100	1 120	1 210
Enbridge	2024-11-19, 3,95 %	750	758	791
	2025-06-29, 3,45 %	250	248	261
	2026-05-10, 3,00 %	1 000	969	1 019
	2027-03-08, 3,20 %	1 000	970	1 016
	2027-09-27, 5,38 %	1 700	1 700	1 702
	2028-04-12, 6,63 %	750	750	812
	2028-11-22, 3,52 %	800	800	840
	2029-07-03, 2,99 %	1 899	1 898	1 870
Enbridge Gas Distribution	2025-06-11, 3,31 %	2 000	2 005	2 104
FortisBC Energy	2026-01-08, 2,58 %	975	953	990
Hydro One	2025-11-26, 2,77 %	3 150	3 117	3 228
Inter Pipeline	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	1 010
Lower Mattagami Energy	2026-10-21, 2,31 %	300	283	299
Metro	2027-09-06, 3,39 %	470	470	482
North West Redwater Partnership	2026-01-24, 3,20 %	2 000	1 981	2 057
	2027-03-01, 2,80 %	2 544	2 465	2 539
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 170	1 194
	2027-03-15, 4,24 %	2 300	2 339	2 460
	2048-10-03, 4,54 %	300	318	320
Reliance	2026-01-15, 3,75 %	370	369	378
Saputo	2025-06-14, 3,60 %	550	543	570
Shaw Communications	2026-12-01, 3,80 %	500	491	523
	2049-06-29, 4,25 %	25	25	25
TELUS	2025-12-10, 3,75 %	1 000	993	1 049
	2026-05-08, 2,75 %	1 120	1 119	1 111
	2027-12-01, 3,63 %	1 500	1 475	1 560
	2049-08-16, 3,95 %	100	99	99
Toromont Industries	2025-06-30, 3,71 %	300	307	313
	2027-07-27, 3,84 %	750	750	789
Toronto Hydro	2029-09-11, 2,43 %	380	380	377
TransCanada PipeLines	2048-01-03, 4,18 %	286	295	302
Transcanada Trust	2027-05-18, 4,65 %	1 000	907	970
Union Gas	2025-06-17, 3,19 %	1 000	997	1 046
	2027-08-22, 2,88 %	1 000	974	1 027
Westcoast Energy	2025-09-08, 3,77 %	1 160	1 161	1 229
Total obligations de sociétés		55 221	54 611	56 908
Total obligations		533 832	528 319	536 032
Instruments de marché monétaire (4,6 %)				
AltaLink	2020-01-29, 1,97 %	5 000	4 992	4 993
Banque de Montréal	2020-01-24, 1,98 %	1 457	1 455	1 455
	2020-01-30, 1,92 %	4 000	3 994	3 994
	2020-05-22, 2,00 %	1 000	992	992

**Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Instruments de marché monétaire (suite)				
Banque Nationale du Canada	2020-01-16, 1,90 %	5 300	5 296	5 296
Banque Scotia	2020-02-10, 1,83 %	5 250	5 239	5 239
Banque Toronto-Dominion	2020-03-30, 1,85 %	5 250	5 226	5 225
Énergir	2020-01-21, 1,85 %	5 250	5 244	5 244
Groupe TMX	2020-01-21, 1,86 %	1 250	1 249	1 249
	2020-02-05, 1,87 %	4 000	3 993	3 993
Province de Québec	2020-02-28, 1,83 %	2 505	2 498	2 498
Province du Manitoba	2020-03-25, 1,85 %	1 000	996	996
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2020-02-14, 1,84 %	4 875	4 863	4 863
Total instruments de marché monétaire		46 137	46 037	46 037
Contrats de change (0,1 %)				
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2020-03-31, 1,31417 \$ CA/\$ US	51 700	0	830
	2020-03-31, 1,46655 \$ CA/\$ €	8 600	0	20
Total contrats de change		60 300	0	850
	Nombre de parts			
Fonds d'actions canadiennes (6,3 %)				
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité		2 149	26 852	31 161
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		1 192	28 206	31 628
Total fonds d'actions canadiennes			55 058	62 789
Fonds d'actions mondiales (17,6 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité		6 698	78 707	87 066
Fonds Desjardins Mondial de dividendes		4 029	79 935	87 016
Total fonds d'actions mondiales			158 642	174 082
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (6,1 %)				
Fonds CC&L Q Marché neutre		192	40 157	40 404
Fonds DGIA Marché neutre		2 005	20 822	20 490
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché			60 979	60 894
Fonds immobiliers (11,3 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		43	51 331	52 425
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy		7 078	56 715	59 637
Total fonds immobiliers			108 046	112 062
Total autres investissements (100,0 %)			957 081	992 746

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2019

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Capital croissance PME s.e.c.	50,00				
Abitibi-Témiscamingue					
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	7	-	7
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	555	-	555
Ressources Cartier inc.		44	-	-	44
Total Abitibi-Témiscamingue		44	562	-	606
Capitale-Nationale					
Planifika inc.		-	-	75	75
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
Total Capitale-Nationale		750	-	75	825
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	119	119
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	57	-	57
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	26	-	26
Total Centre-du-Québec		-	83	119	202
Chaudière - Appalaches					
Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)		-	-	75	75
Fenêtres Sélection inc.		-	18	-	18
Humaco Acoustique inc.		-	44	-	44
Investissements Mika inc. (Les)		-	-	186	186
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Serres Demers inc. (Les)		-	-	324	324
Umano Medical inc.		-	28	-	28
Total Chaudière - Appalaches		250	90	585	925
Côte-Nord					
9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)		600	-	-	600
Carrosserie Baie-Comeau inc.		-	-	37	37
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	11	11
Entreprises G.M. Mallet inc. (Les)		-	-	74	74
Sécurgence inc.		-	-	87	87
Total Côte-Nord		600	-	209	809

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Estrie					
6358331 Canada inc. (Groupe OEM)		458	-	-	458
Innotex inc.		-	67	-	67
Pieux Vistech - Postech inc.		-	459	-	459
S.E.2 inc.		125	-	-	125
Total Estrie		583	526	-	1 109
Fonds					
Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		291	-	-	291
Total Fonds		291	-	-	291
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	198	-	198
Total Laval		-	198	-	198
Mauricie					
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		75	-	54	129
Investissements Bédard-Hallé inc.		-	-	530	530
Total Mauricie		75	-	584	659
Montérégie					
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	491	491
Comax, coopérative agricole		600	-	-	600
Industries M.R. inc. (Les)		-	-	30	30
Total Montérégie		600	-	521	1 121
Montréal					
9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)		-	1 339	-	1 339
Balcon Idéal inc.		-	105	-	105
CTA de Negotium		-	423	-	423
DEK Canada inc.		518	133	-	651
Ge-ber Transport inc.		-	-	40	40
LVL Studio inc.		625	-	904	1 529
Total Montréal		1 143	2 000	944	4 087

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	31	-	31
Exploration Midland inc.		32	-	-	32
Némaska Lithium inc.		9	-	-	9
Ressources GéoMégA inc.		18	-	-	18
Total Nord-du-Québec		59	31	-	90
Outaouais					
Gestion S. Kelly (Métro Kelly)		300	-	489	789
Total Outaouais		300	-	489	789
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		200	-	138	338
9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)		-	-	29	29
Denis Lavoie & fils Itée		-	-	134	134
Garage Georges Beaudoin inc.		-	-	17	17
Location A.L.R. inc.		-	-	212	212
Métatube (1993) inc.		-	34	-	34
Sécuor inc.		-	25	-	25
Sports Guy Dumas inc.		36	-	-	36
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		236	59	530	825
		4 931	3 549	4 056	12 536
Fonds engagés mais non déboursés					119
Total Capital croissance PME s.e.c.					12 655

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)	800	468	-	1 268
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	-	1	1
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	75	-	75
	Ace services mécaniques inc.	-	43	-	43
	Autobus Maheux ltée (Les)	-	750	-	750
	Centre de camping et propane d'Amos	-	246	-	246
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	36	89	125
	Corporation aurifère Monarques	158	-	-	158
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	29	-	29
	Groupe minier Cmac-Thyssen inc.	-	17	-	17
	Hôtel des Eskers inc.	-	167	-	167
	Maison des Viandes inc.	-	162	-	162
	Minière Osisko inc.	35	-	-	35
	Probe Metals inc.	88	-	-	88
	Ressources Cartier inc.	87	-	-	87
	Ressources Falco ltée	141	-	-	141
	Ressources minières Radisson inc.	103	-	-	103
	Ressources Yorbeau inc. (Les)	53	-	-	53
	Total Abitibi-Témiscamingue	1 465	1 993	90	3 548
	Bas-Saint-Laurent				
	9091-4532 Québec inc. (Cotech)	-	313	-	313
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	73	-	73
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	326	326
	Gestion AFM-Séma inc.	1 943	184	-	2 127
	Gestion Brasa inc.	-	137	971	1 108
	Groupe PVP inc.	250	75	-	325
	Les Finesses d'Alsace inc.	-	75	-	75
	Location Jesna inc.	-	200	151	351
	Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	-	-	468	468
	Service Diron inc.	-	99	-	99
	Total Bas-Saint-Laurent	2 193	1 156	1 916	5 265

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Capitale-Nationale				
	9166-4789 Québec inc. (RE/MAX Référence 2000)	-	-	284	284
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	125	125
	9295-4874 Québec inc. (Naterro - Santé, pharma et cie)	-	127	-	127
	9306-5779 Québec inc. (Ventilation CDR inc.)	-	184	-	184
	9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)	-	-	164	164
	Capilex-Beauté Itée	-	-	102	102
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 312	171	-	1 483
	Entreprises Pol R inc.	2 713	-	-	2 713
	Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)	-	1 218	-	1 218
	Lasertech industries inc.	-	261	-	261
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	768	768
	Multi Options Nursing inc.	-	40	-	40
	Panthera Dental inc.	188	-	-	188
	R. Bouffard & Fils inc.	-	-	369	369
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	269	-	269
	Vitrierie Lepage (1995) inc.	164	-	-	164
	Total Capitale-Nationale	4 377	2 270	1 812	8 459
	Centre-du-Québec				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	83	-	-	83
	Advantag Canada inc.	-	75	213	288
	Davinci Compass inc.	-	-	348	348
	Distribution Pro-Excellence	-	300	-	300
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	87	-	87
	Lacal Technologie inc.	-	258	-	258
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 395	1 395
	Réfléc inc.	-	60	-	60
	Sipromac II inc.	-	-	162	162
	Total Centre-du-Québec	1 883	780	2 118	4 781

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Chaudière - Appalaches				
	Emballages E.B. Itée (Les)	-	319	-	319
	F. Charest Itée	-	-	558	558
	Gestion Maître C inc.	1 550	-	-	1 550
	Groupe Audaz inc.	-	147	-	147
	Groupe Lou-Tec inc.	-	124	-	124
	Humaco Acoustique inc.	-	261	-	261
	I. Thibault inc.	-	13	-	13
	Industries et équipements Laliberté (Les)	-	291	-	291
	Productions Horticoles Demers (Les)	188	737	-	925
	Résidence intermédiaire Fortier inc.	-	86	-	86
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	33	33
	Transport St-Agapit inc.	-	-	357	357
	Total Chaudière - Appalaches		1 738	948	4 664
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc. (Portes et fenêtres Vaillancourt)	-	-	62	62
	9160-7671 Québec inc. (Pétales MB)	-	83	-	83
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	125
	Total Côte-Nord		83	187	270
	Estrie				
	6358331 Canada inc. (Groupe OEM)	-	23	-	23
	9316-3251 Québec inc. (Éco-Pak inc.)	-	-	281	281
	Attraction inc.	-	225	-	225
	Avizo Experts-Conseils inc.	-	336	-	336
	Fruits et légumes de l'Éstrie (Les)	-	17	-	17
	Innotex inc.	-	121	-	121
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	296	-	296
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Pieux Vistech - Postech inc.	375	457	-	832
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	Sherlic inc.	350	-	-	350
	Total Estrie		850	703	3 028

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	156	156
	9144-3036 Québec inc. (Navigue.com)	-	263	-	263
	Construction L.F.G. inc.	-	-	1 375	1 375
	Entreprises Larebel inc. (Les)	-	125	-	125
	Hôtel Baker Itée	125	-	-	125
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	125	388	1 531	2 044
	Lanaudière				
	Artotech Intégration inc.	-	-	8	8
	Cryos Technologies inc.	837	475	-	1 312
	La Fromagerie Champêtre inc.	911	-	-	911
	Nouveau Monde Graphite inc.	193	-	-	193
	Produits de Métal Pointech inc.	-	-	225	225
	Total Lanaudière	1 941	475	233	2 649
	Laurentides				
	9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)	-	98	-	98
	Distribution Multi Online inc.	-	570	-	570
	Jean-Jacques Campeau inc.	2 000	380	-	2 380
	Technoflex International inc.	350	185	-	535
	Total Laurentides	2 350	1 233	-	3 583
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	298	-	298
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	67	-	67
	Norseco inc.	-	247	-	247
	Numesh inc.	-	1 300	-	1 300
	Total Laval	-	1 912	-	1 912
	Mauricie				
	Aliments Prémont inc.	-	249	-	249
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	-	-	48	48
	Maison Jamy inc.	-	20	79	99
	Placements Le Belvédère inc.	-	564	2 992	3 556
	Somnus Société de gestion inc.	-	-	145	145
	Total Mauricie	-	833	3 264	4 097

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	75	75
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	75	75
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 360	-	1 360
	9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)	-	396	-	396
	Acam Transport inc.	-	-	1 438	1 438
	Acema Importations inc.	-	18	-	18
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	97	97
	Autobus Bibeau inc.	-	-	143	143
	Autobus Dufresne inc.	-	94	-	94
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	50	50
	Cloisons Corflex inc. (Les)	-	505	-	505
	Constructions 3P inc.	-	425	-	425
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	146	-	146
	Groupe Bertrand Éditeurs inc.	-	-	187	187
	Groupe Grégor inc.	-	-	1 066	1 066
	Groupe Helios inc.	1 500	552	-	2 052
	Groupe Thomas Marine inc.	-	-	550	550
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	1 258	-	1 258
	Industries B. Rainville inc.	-	-	150	150
	Logicmed inc.	-	-	337	337
	MTL Technologies inc.	-	323	-	323
	Placements F.I. inc.	-	467	-	467
	Pro Action Diesel inc.	-	-	160	160
	Rotoplast inc.	-	455	-	455
	W. Côté & fils ltée	-	-	750	750
	Total Montérégie	1 500	5 999	5 078	12 577

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	11309692 Canada inc. (Circle6 Solutions)	270	-	-	270
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)	-	-	338	338
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	131	131
	9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)	-	70	-	70
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	129	129
	C.R.H. Oral Design inc.	-	97	-	97
	Centre du rasoir (Groupe CDREM inc.)	-	395	-	395
	Corporation Ressources Pershimex (anc. Exploration Khalkos)	50	-	-	50
	Datsit sphère inc.	1 000	1 296	-	2 296
	Éditions Info Presse inc.	-	195	-	195
	Exploration Azimut inc.	126	-	-	126
	Faspac Plastiks inc.	-	425	-	425
	G. & S. Fer-Aluminium inc.	-	311	-	311
	Groupe Bugatti inc. (Le)	-	-	1 373	1 373
	Groupe Gorski Itée	-	489	-	489
	Groupe Shemie inc.	-	-	859	859
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	367	-	2 367
	M.C. Crystal inc.	-	-	180	180
	Masdel inc.	725	836	-	1 561
	Multiforme Métal inc.	-	-	491	491
	OBOX (anciennement Oboxmedia inc. (9210-2920 Québec inc.))	-	287	-	287
	Reftech international inc.	-	-	164	164
	Total Montréal	4 171	4 768	3 665	12 604
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	-	173	173
	9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James inc.)	-	85	-	85
	Exploration Dios inc.	62	-	-	62
	Exploration Kintavar inc.	156	-	-	156
	Exploration Midland inc.	76	-	-	76
	Harfang Exploration inc.	107	-	-	107
	Ressources GéoMégA inc.	164	-	-	164
	Ressources Sirios inc.	144	-	-	144
	Ressources Sphinx Itée	50	-	-	50
	Ressources Tarku	50	-	-	50
	Ressources X-Terra inc.	112	-	-	112
	Société d'exploration minière Vior inc.	52	-	-	52
	Stelmine Canada Itée	101	-	-	101
	Total Nord-du-Québec	1 074	85	173	1 332

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex Inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	419	419
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	33	33
	2956-7062 Québec (NAPA La Baie)	-	38	-	38
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	-	13	-	13
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)	-	200	-	200
	9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)	-	-	79	79
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	61	61
	9280-3162 Québec inc. (Transport Réal Villeneuve inc.)	-	200	-	200
	9328-9486 Québec inc. (Groupe Démex-Centrem)	390	121	-	511
	9348-0739 Québec inc. (Voie Maltée Usine)	-	-	131	131
	9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée Holding)	825	-	-	825
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	116	116
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	442	-	442
	Communications Télésignal inc.	338	-	-	338
	Constructions Fabmec inc.	-	-	225	225
	Déménagements Tremblay Express ltée (Les)	250	-	125	375
	Déry Télécom inc.	-	-	1 331	1 331
	Équipements industriels Barsatech inc.	-	-	198	198
	Équipements Villeneuve inc.	-	309	-	309
	Flash Néon inc.	-	-	128	128
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Groupe E.D.S. inc.	-	63	-	63
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	98	-	98
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	-	65	65
	Mermax inc.	-	-	86	86
	Métatube (1993) inc.	-	128	-	128
	Pavillon des Mille Fleurs inc.	-	-	2 206	2 206
	Restaurant La Cuisine inc.	-	116	-	116
	Sécuor inc.	-	108	70	178
	Taimi R & D inc.	-	8	-	8
	Télénet Informatique inc.	500	-	81	581
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 178	1 844	5 354	13 376
		29 845	27 272	27 072	84 189
	Fonds engagés mais non déboursés				988
	Total Capital croissance PME II s.e.c.				85 177

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
		\$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c.	40,00				
Abitibi-Témiscamingue					
11360345 Canada inc.		-	-	295	295
2732-2304 Québec inc. (Location Dion)		-	560	-	560
Abitibi Géophysique inc.		-	299	-	299
Atelier Rivard inc.		-	-	130	130
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		1 546	2 114	-	3 660
Perseus Services-Conseils inc.		-	80	-	80
Total Abitibi-Témiscamingue		1 546	3 053	425	5 024
Bas-Saint-Laurent					
3326403 Canada inc. (Méridien Maritime)		-	-	800	800
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)		-	172	-	172
Bois CFM inc.		-	-	300	300
Gestion AJ (2003) inc.		-	-	400	400
Gestion Groupe Bouffard inc.		1 200	-	-	1 200
Gestion Rima 2013 inc.		-	-	233	233
La Maison du Lac Témiscouata inc.		-	114	-	114
Les Conteneurs Verts inc.		-	-	280	280
Les Finesses d'Alsace inc.		-	44	-	44
Plastica Morneau 2014 inc.		-	-	80	80
Produits métalliques A.T. inc. (Les)		-	400	-	400
Services à domicile de la région de Matane (Les)		-	-	240	240
Transport Gérard Hallé inc.		-	165	-	165
Total Bas-Saint-Laurent		1 200	895	2 333	4 428
Capitale-Nationale					
Action SST inc.		119	-	330	449
Capilex-Beauté Itée		-	416	-	416
Centre hydraulique GMB inc.		-	160	-	160
Ciao Technologies inc.		-	400	-	400
Clinique d'Expertises Médicales du Québec		-	-	260	260
Élite Management SST inc.		153	-	70	223
Granite D.R.C. inc.		640	-	-	640
Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)		-	1 177	-	1 177
Matériaux Blanchet inc.		-	-	890	890
Métafab (1996) inc.		-	360	-	360
Oricom internet inc.		238	266	-	504
Piscines Soucy inc.		-	246	-	246
Produits Pâtisserie Michaud inc.		-	134	-	134
Total Capitale-Nationale		1 150	3 159	1 550	5 859

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Centre-du-Québec					
Équipements Incendies C.M.P. Mayer inc.		-	-	440	440
Ferblanterie Gilles Laliberté inc.		-	328	-	328
Hydraulique Vigneault inc.		-	560	-	560
Métal Pless inc.		-	2 000	-	2 000
Transport Dessaults inc.		-	-	150	150
Total Centre-du-Québec		-	2 888	590	3 478
Chaudière - Appalaches					
AEF Global inc.		-	200	-	200
Ancia Personnel inc.		-	221	-	221
Camille Blais & Fils Itée		-	300	-	300
Canada Moteurs Importations inc.		-	-	800	800
Fonderie Poitras Ltée		875	861	-	1 736
Lavoie & Pleau inc.		-	220	-	220
Litières Ripbec inc. (Les)		-	160	-	160
Métal Méroc inc.		-	-	160	160
Plate 2000 inc.		-	-	300	300
Sablère A.D. Roy inc.		-	-	495	495
Textiles Gauvin inc. (Les)		-	280	-	280
Total Chaudière - Appalaches		875	2 242	1 755	4 872
Côte-Nord					
9356-3609 Québec inc. (Groupe Tecnor)		-	-	400	400
9389-1596 Québec inc. (Clinique d'audioprothésiste)		-	-	180	180
Pêcheries LD inc.		-	144	-	144
Total Côte-Nord		-	144	580	724
Estrie					
9045-7631 Québec inc. (Clément Le Gourmand)		-	-	160	160
Cible-Solutions d'affaires inc.		-	-	100	100
Total Estrie		-	-	260	260
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9193-6575 Québec inc. (Pit Caribou)		-	-	660	660
9368-8828 Québec inc. (Danis Renaud Pêcheur de Homard)		-	224	-	224
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		-	224	660	884

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Lanaudière					
EEGT inc.		-	-	400	400
Les Meubles PEL International Itée		-	300	-	300
Paul Arbec inc.		-	3 600	-	3 600
Total Lanaudière		-	3 900	400	4 300
Laurentides					
9364-6297 Québec inc (Médifice Investissements)		-	3 200	-	3 200
Centre de location G.M. inc.		-	-	800	800
FRE Composites inc.		-	-	800	800
Total Laurentides		-	3 200	1 600	4 800
Laval					
Construction Jadco inc		-	-	800	800
L. Nardella Associés Itée		640	1 400	-	2 040
Total Laval		640	1 400	800	2 840
Mauricie					
Construction et location Jenik inc.		-	-	400	400
RGF Électrique inc.		-	400	-	400
Solutions Genyk inc.		-	1 360	-	1 360
Systèmes hydrauliques T.L.G. inc. (Les)		140	-	-	140
Transport Chainé inc.		400	-	-	400
Total Mauricie		540	1 760	400	2 700
Montérégie					
3894207 Canada inc. (Barbies TM)		-	200	-	200
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	1 600	-	1 600
9219-3267 Québec inc. (Nutrition FITPLUS)		-	400	-	400
9378-5962 Québec inc. (Keg Farnham)		240	560	-	800
Alain Royer Consultant inc.		590	-	-	590
Asselin Mécanique Industrielle inc.		-	669	-	669
Bigo inc.		-	188	-	188
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	1 200	1 200
Éveil des Sens inc.		-	195	-	195
Groupe Helios inc.		-	-	400	400
Groupe Satori inc.		-	1 200	-	1 200
H2O Traitements Industriels inc.		-	200	-	200
Instruments Isaac inc.		-	1 600	-	1 600
Total Montérégie		830	6 812	1 600	9 242

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Montréal					
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	480	480
7198795 Canada inc. (Au Noir)		-	-	700	700
9115-7115 Québec inc. (Résidence des Bâisseurs, Sept-Îles)		-	-	800	800
DEK Canada inc.		-	100	-	100
Dentistree Solutions inc.		116	-	-	116
Gastronomia Aliments Fins inc.		720	1 260	-	1 980
Groupe Azur inc.		600	-	-	600
Groupe Canva inc.		1 200	1 600	-	2 800
Groupe Gorski Itée		-	343	-	343
Groupe Shemie inc.		-	-	2 000	2 000
Institut Néomed		-	-	360	360
IP4B inc.		-	267	-	267
Maintenance Reftech International inc.		-	-	378	378
Momentis Informatiques Inc.		-	400	-	400
Multiforme Métal inc.		-	-	92	92
Orthogone Technologies inc.		-	1 600	-	1 600
Pénéga Communication inc.		-	184	-	184
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.		3 800	-	-	3 800
XcCommerce inc.		878	200	-	1 078
Total Montréal		7 314	5 954	4 810	18 078
Outaouais					
Affichage National inc.		-	-	280	280
Rampes Mirik inc. (Les)		220	-	-	220
Total Outaouais		220	-	280	500

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2331-8884 Québec inc. (Groupe Avantage Logistique)		240	-	-	240
2724600 Canada Itée (Industries Soudex)		-	76	-	76
6348017 Canada inc. (Dynamic Concept)		-	-	300	300
9292-2913 Québec inc. (Deliwok)		-	376	-	376
Câble-Axion Digitel inc.		-	-	1 835	1 835
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		-	250	-	250
Communications Télésignal inc.		-	280	-	280
Groupe MYK inc.		-	-	420	420
Groupe Ongerneige inc.		-	170	-	170
Hélicoptères Panorama Itée		-	-	200	200
Service électronique professionnel (S.E.P.) inc.		-	82	-	82
Société en commandite Lokia Trois-Rivières		-	-	2 270	2 270
STC Manufacturier inc.		-	120	-	120
Theka Industries inc.		-	800	-	800
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		240	2 154	5 025	7 419
		14 555	37 785	23 068	75 408
Fonds engagés mais non déboursés					8 796
Total Desjardins Capital PME s.e.c.					84 204

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c	60,67				
Hors Canada					
Apside Advance		1 430	392	-	1 822
Rondot Group		885	-	-	885
Texelis Fintex		779	-	-	779
Texelis Mobilitex		-	1 603	-	1 603
Xtech Control		1 324	-	-	1 324
Xtech Invest		-	1 317	-	1 317
Total Hors Canada		4 418	3 312	-	7 730
Montréal					
Groupe Solotech inc.		910	-	-	910
Total Montréal		910	-	-	910
		5 328	3 312	-	8 640
Fonds engagés mais non déboursés					-
Total Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c					8 640

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
7525443 Canada inc. (Inflotrolix)		400	-	-	400
9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)		-	155	-	155
9310-3760 Québec inc. (Rhéabrio Interface Corporelle)		-	145	-	145
9360-4742 Québec inc. (LONGPREBP Béton préfabriqué)		-	90	-	90
9493662 Canada inc (Ananda Devices)		153	-	-	153
9813063 Canada inc. (My Intelligent Machines (MIMs))		-	150	-	150
9972242 Canada inc. (Entosystème)		-	115	-	115
A3 Surfaces inc.		-	142	-	142
Agriculture Concentric inc.		2 866	-	-	2 866
Airex Énergie inc.		1 585	-	-	1 585
Alaya Soins inc.		136	-	-	136
Albert Perron inc.		470	-	-	470
AppMed inc.		-	77	-	77
AxesNetwork Solutions inc.		1 933	812	-	2 745
Biocéan Canada inc.		272	54	-	326
Biomomentum inc.		-	160	-	160
CmLabs Simulations inc.		817	-	272	1 089
Dymedso inc.		-	146	-	146
E2Metrix inc.		348	682	-	1 030
Emovi inc.		153	-	-	153
Énergie Solution Air (ESA)		148	-	-	148
FjordAl Aluminium inc.		163	-	-	163
Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
Fonds Innovexport s.e.c.		1 341	-	-	1 341
Fond-vers inc.		-	54	-	54
Groupe Icible inc.		-	104	-	104
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		-	18	-	18
Hortau inc.		368	-	-	368
Imagia Cybernétique inc.		2 725	-	-	2 725
Imeka Solutions inc.		-	216	-	216
Inno-3B inc.		-	491	-	491
Innomalt inc.		-	271	-	271
Ionodes inc.		316	-	-	316
Kinésiq inc.		-	152	-	152
Kube Innovation inc.		-	76	-	76
Laboratoire M2 inc.		817	-	272	1 089
Laboratoires Delve inc.		1 250	-	-	1 250
Laserax inc.		1 880	-	-	1 880
LeddarTech inc.		714	1 180	-	1 894
LVL Global inc.		191	-	-	191
Mobilus Technologies inc.		-	104	-	104
nGUVU Technologies inc.		817	-	-	817
o3d inc.		-	78	-	78
Optina Diagnostiques inc.		148	-	-	148
OXO Fab inc.		-	152	-	152

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49				
OxyNov inc.		611	-	183	794
Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
Rekruti Solutions inc.		-	290	-	290
Ressources Nippon Dragon inc.		178	-	-	178
Société de gestion de projets Ecotierra inc.		296	-	-	296
Solutions Greybox inc.		-	144	-	144
Solutions Interactives de validation 88 inc.		1 143	-	-	1 143
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.		316	-	-	316
Technologie Leadfox inc.		-	228	-	228
Technologies Innovatrices d'imagerie inc.		1 090	-	-	1 090
Technologies Intelia inc.		235	466	-	701
Umanx inc.		-	655	-	655
VIMAC Early Stage Fund L.P.		611	-	-	611
Voltra Technologie - Réseau Synapse inc.		-	87	-	87
		<u>25 107</u>	<u>7 494</u>	<u>727</u>	<u>33 328</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>2 705</u>
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					<u>36 033</u>

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Société en commandite Essor et Coopération	94,55				
Agropur Coopérative		4 728	-	-	4 728
Café Cambio, coopérative de travail		174	-	-	174
Camping co-op des Érables de Montmagny		236	-	-	236
Central Café - Coop de solidarité		184	-	-	184
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable		4 160	-	-	4 160
Club coopératif de consommation d'Amos		946	-	-	946
Coop Agri-Énergie Warwick		355	-	-	355
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis		-	465	-	465
Coopérative de quilleurs et quilleuses Le Dallo de Chicoutimi		66	-	-	66
Coopérative des horticulteurs de Québec (La)		520	-	-	520
Coopérative des travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies		473	456	-	929
Coopérative forestière de Petit Paris		-	639	-	639
Coopérative forestière Ferland-Boilleau		-	553	-	553
Coopérative Radio Web Média des Sources		72	-	-	72
Coopérative Vision-Éducation		756	-	-	756
École Plein Soleil (Association coopérative)		946	-	-	946
Fédération des coopératives funéraires du Québec		1 371	-	-	1 371
Fédération québécoise des coopératives forestières		170	-	-	170
Horisol, coopérative de travailleurs		425	-	-	425
Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)		-	208	-	208
La Coop Avantis		1 418	-	-	1 418
La Coop fédérée		4 728	-	-	4 728
La Coop Unifrontières		668	-	-	668
		<u>22 396</u>	<u>2 321</u>	<u>-</u>	<u>24 717</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>2 680</u>
Total Société en commandite Essor et Coopération					<u>27 397</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ ou par des fonds partenaires où il détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs :
1 888 522-3222

capitalregional.com